

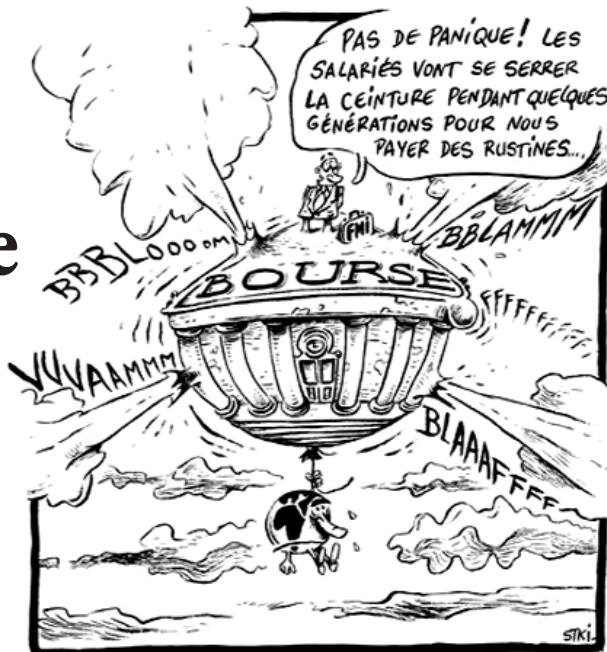
le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Entre fatalisme et révolte



Reconnaissons d'emblée que l'élection d'un Afro-américain, à la présidence d'un pays bâti sur la notion même de l'esclavage, constitue un fait politique et culturel majeur. Pourtant, tout indique que, derrière ce changement de «façade», rien d'essentiel ne bougera dans la gestion des affaires intérieures et extérieures des États-Unis. Le choix des colistiers de Barack Obama ne fait que confirmer cette annonce de continuité: Allbright, Biden, Wesley Clark, mentors et artisans du démembrement de la Yougoslavie sont en première ligne. Hillary Clinton assure la poursuite de la tradition de son mari. Le nouveau gourou économique n'est autre que le vétéran Paul Volcker, ancien de l'équipe Reagan, conseiller du groupe Rockefeller et un des fondateurs de la Commission Trilatérale. «Yes he can», Barack.

Plus près de chez nous, nos politiciens continuent à faire preuve d'un cynisme sans bornes. Reynders et Sarkozy persistent dans leurs diatribes contre les mauvais capitalistes tout en les protégeant inconditionnellement. Beaucoup de cinéma (muet, en plus) au sommet du G-20 qui n'accoucha même pas d'une souris. Les paradis fiscaux,

toujours intouchables, continueront donc à régler les finances des patrons de la planète. De leur côté, Merkel, Brown et Sarkozy montrent combien il est impossible que les capitalismes nationaux puissent vraiment s'entendre lorsque l'on touche aux intérêts de leurs bourgeoisies respectives.

Selon le dernier rapport de l'OCDE, les inégalités n'ont jamais été si fortes depuis les années '20, ce qui ne l'empêche pas d'exiger, visant la Belgique, qu'il soit mit un terme au système d'indexation des salaires. Ajouter donc de l'inégalité à l'inégalité est le savant conseil de cet organe de sages qui n'omet pas de nous annoncer, par la voix de Klaus Schmidt-Hebbel, son chef économiste, que «le nombre de chômeurs pourrait augmenter de 8 millions de personnes» pour toucher 42 millions de personnes d'ici 2010 dans les 30 pays «développés» membres de l'OCDE. Ces sombres prévisions n'empêchent pas nos gouvernements et les instances européennes de refuser des propositions, pourtant modérées, telles que la taxation des stock-options et, en général, de tous ces revenus financiers exemptés d'impôt.

1€

Décembre 2008 - N° 25
Janvier 2009

L'invité du mois
Claude SEMAL :
La bête politique
en moi n'est pas morte

Vie du Parti
Malika El Bourezgui :
«Je rêve de plus d'implication
des citoyens dans la gestion
de la chose publique»

International
Colombie :
Terrorisme d'État,
terrorisme d'Empire
États-Unis - Obama :
Vive le New Deal ?

Histoire
Retour sur le
Printemps de Prague
Interview de Louis Van Geyt

Lecture
Quand la droite
reconnait ses racines

Dans ce contexte, en ces pénibles perspectives, rode le danger du fatalisme, du sentiment que toute résistance est sans issue. Il est donc plus que jamais essentiel d'organiser les révoltes, toutes les révoltes, dans les rues, dans les usines, dans les urnes. Et, bien entendu, dans le renforcement de notre Parti dont le récent congrès marque un moment décisif de recomposition et reconquête.

Éclaircie dans la grisaille, ce 29 novembre à Berlin, dans le mythique cinéma *Babylon* situé place Rosa Luxembourg, les 19 partis membres (dont le nôtre) et 11 partis observateurs du PGE (Parti de la gauche européenne) ont avalisé un programme commun pour les élections européennes. Ceci est un fait historique. Les 400.000 membres des partis du PGE ouvrent ainsi la voie à une alternative à l'UE des Traités ultralibéraux. Tout comme, en France, la récente scission du PS, la création du Parti de Gauche par Jean-Luc Mélenchon et ses amis, et l'annonce d'un front de gauche avec notamment le PCF, nous constatons que, à gauche, les lignes ont commencé à bouger. À nous d'œuvrer à amplifier le mouvement, aussi en Belgique. ●

Claude Semal:

«La bête politique en moi n'est pas morte»

Claude Semal est un artiste rare. Sa plume, ou plus exactement un stylo de 85 grammes, ainsi qu'il s'en félicite dans une chanson savoureuse qui interroge le progrès, sait se faire tendre ou nerveuse, douce ou amère, gauloise et grivoise, poétique et politique, mélancolique aussi souvent. Elle a le trait juste pour dépeindre notre société.

Depuis plus de 25 ans, Semal balade son regard d'homme de gauche sur le monde, l'Europe, la Belgique, Bruxelles ou Liège. Quand certains ont depuis longtemps balancé par-dessus bord leurs idéaux pour se vendre au marché, lui n'a pas changé de cap. Humour en bandoulière, il navigue à contre-courant pour notre plus grand plaisir.

Rencontre à quai autour de son dernier album, *Belgik*, avec un très politique Claude Semal. Dans son sillage, on retrouve Karl, Rosa et quelques autres dont il parle avec justesse.

Le Drapeau Rouge: Dans votre chanson *Les Moineaux*, qui dresse avec mélancolie un bilan de l'évolution de notre société, vous écrivez: «on va se jeter dans le canal, s'achèver au Gardéal ou voter socialiste». Ce n'est pas une vision très positive de l'évolution du PS...

Claude Semal: Non. Mais c'est un triptyque qui se veut humoristique. C'est aussi un bilan pour dire que pour beaucoup de personnes qui furent à l'extrême gauche communiste révolutionnaire, ces dix, vingt ou trente



Claude Semal tenant le stand de «Pour», 1978.

dernières années, le vote pour le PS apparaît aujourd'hui comme un moindre mal, ne fût-ce que par disparition des autres combattants. Et c'est donc une petite pique humoristique par rapport à ce choix.

DR: Quelle est votre trajectoire politique ?

CS: J'ai milité pendant longtemps à l'extrême gauche. J'en ai fait un bilan critique dans un livre intitulé *La Belgique de Merckx à Marx. Pour en finir avec*, qui parle de la difficulté de rencontrer un projet révolutionnaire qui puisse s'inscrire dans le temps et dans la réalité et allier à la fois l'élargissement de la démocratie à la sphère économique mais aussi la pérennité d'une démocratie politique.

DR: Est-ce que c'est plus globalement «le socialisme» qui vous déçoit ?

CS: À ce jour, toutes les révolutions ayant eu cours ont parfois été brillantes en termes de stratégie de prise de pouvoir, mais ont été incapables d'avoir l'adhésion du peuple et de se reproduire sur deux ou trois générations. Pour quelqu'un comme moi qui me suis fort investi à l'extrême gauche, c'est quelque chose qui rend mélancolique comme la disparition des moineaux. Et donc par dépit ou par absence d'une alternative, certains finissent parfois par voter socialiste

DR: Vous seriez plutôt Ecolo ?

CS: J'ai fait partie comme candidat d'ouverture de la liste d'Ecolo du Sénat ouverte à la société civile il y a une dizaine d'années. Car je pense que le

courant écolo, qui venait plutôt de la mouvance chrétienne, s'était fort ouvert vers la gauche laïque et syndicale et aurait pu incarner une autre façon de faire de la politique. Il avait fait des États généraux très intéressants et très ouverts. Le courant vert me semble être dans la période postmarxiste un parti ou un courant politique qui a repris en charge une critique radicale du travail et qui donc posait un certain nombre d'idées avec lesquelles je suis d'accord.

DR: Mais...

CS: Le seul hic, c'est qu'après cette campagne ébouriffante et cette inscription dans la société civile, la première chose qu'ils ont fait, c'est d'aller au gouvernement avec les libéraux, et la deuxième, c'est de couvrir l'expulsion par charter de quelques dizaines de Roms.

DR: Vous êtes donc plutôt Ecolo tendance Decroly ?

CS: J'ai beaucoup d'affection et de respect pour quelqu'un comme Vincent Decroly. Mais ceci dit, je n'ai jamais été membre d'Ecolo et je me suis assez vite détaché du courant écolo, car il n'a pas la cohérence idéologique et politique qui lui permet de faire autre chose que d'être un petit frère ou une petite sœur politique sympa de la social-démocratie gestionnaire, ce qui n'est pas le pire des péchés, mais ce qui n'est pas non plus ce à quoi je rêve pour un parti politique.

DR: Plusieurs fois déjà, vous avez cité le terme «révolution». Dans votre chanson *Les Révolutions*, vous écrivez: «Que la liberté était belle

*Drapeaux rouges sur les tracteurs
Combien de jeunes barbues rebelles
Pour faire un vieux dictateur ?
Combien de révolutionnaires
Tués par leurs propres amis
Pour remplir le grand dictionnaire
Des révolutions trahies».*

Enterrez-vous l'idée même d'une révolution socialiste ?

CS: C'est tout le paradoxe de ce que l'on met dans le mot «révolution». Moi, j'en parle de la façon dont le font les marxistes-léninistes, et donc la prise de pouvoir par le peuple en armes. Je suis



Une «force majeure» interrompant le théâtre de rues du *Comité transports en commun* (CTC), au marché de la Batte à Liège, 1978.

devenu extrêmement dubitatif par rapport à cette stratégie, non en termes d'efficacité pour la prise de pouvoir, mais parce qu'en termes de coût social et en termes historiques, je ne vois pas l'intérêt de bouleverser l'ordre politique actuel si c'est pour le remplacer par quelque chose qui, en termes de libertés individuelles et d'efficacité économique, fait parfois pire que le système qu'il remplace et qui *in fine* n'arrive pas à s'inscrire dans le temps et à avoir le soutien du peuple pour être reconduit par des voies démocratiques et électives. Pour moi, c'est un très gros problème car le premier projet de Marx était bien de faire du prolétariat le sujet de son histoire et son projet de socialisation de l'économie, c'était une façon d'élargir la démocratie politique à la sphère économique. Par rapport à cela, je reste 100 % d'accord mais, si le système politique mis en place arrive à créer des formes diverses de dictatures – et il y en a eu assez pour que l'on puisse dire qu'il ne s'agit pas d'un accident de l'histoire, c'est qu'il y a quelque chose dans la stratégie politique qui est vicié à la base. Je citerais la conception du parti unique, le manque de démocratie individuelle et collective dans les pays du communisme réel.

DR: Peut-on réduire le marxisme à ces échecs ?

CS: Il y a eu d'autres formes d'organisation sociale et politique. Il y a eu notamment tout le courant conseilliste autour de Rosa Luxembourg, ainsi que des courants plus libertaires, mais qui se définissaient pourtant comme communistes. En Russie, à la base, il y a quand même les soviets. C'est une des sources de ma mélancolie politique : à l'échelle de l'Histoire, ce sont les plus forts qui gagnent, pas nécessairement les plus justes.

DR: Vous accolez à la révolution la question du parti unique et celle de la dictature du prolétariat. Pourtant, il y a un moment déjà que les partis communistes en Europe, à commencer par la Belgique, ne réclament plus cela.

CS: Vous me le dites, mais je n'en suis pas convaincu. Sinon, je ne vois pas ce que cela veut dire être révolutionnaire, sinon une stratégie de prise de pouvoir, de renversement de la bourgeoisie en tant que classe, et le fait qu'une classe émergente, le prolétariat, puisse renverser la bourgeoisie comme la bourgeoisie avait renversé la féodalité.

DR: La révolution, n'est-ce pas d'abord un changement profond de société, quelle que soit la nature du renversement du rapport de force et de l'exercice du pouvoir ? Est-ce que vous qualifieriez de révolutionnaires des processus comme ceux en marche aujourd'hui au Venezuela ou en Bolivie ?

CS: Oui, on peut dire que ce processus est révolutionnaire.

DR: Et il n'y a pourtant dans ces pays ni parti unique, ni dictature du prolétariat. Est-ce que ce n'est pas d'abord cela la révolution au XXI^{ème} siècle dans nos démocraties bourgeoises : socialiser les biens de production, rendre à la collectivité la gestion des outils économiques ?

CS: Oui, si c'est comme ça que vous le définissez. Il est possible que certains courants politiques aujourd'hui aient balancé par-dessus bord ces vieilles références historiques pour les remplacer par d'autres. Il demeure que je constate un champ de ruines sur ce qu'étaient les projets révolutionnaires ou des États qui se proclamaient comme tels, et que je me pose dès lors la question de la fin et des moyens pour ceux qui continuent à être possédés, comme je pense l'être, par un idéal égalitaire poussé à son terme. Il faut donc se poser la question de la place de la liberté, de la place des citoyens et des producteurs.

DR: Votre dernier album s'appelle *Belgik*, avec un «k» comme en regorge le flamand. La Belgique, c'est la royauté, un roi dont vous dites qu'il est «grandeur nature» sur nos timbres, c'est le colonialisme, ce sont les égoïsmes qui s'opposent. Pourriez-vous nous parler de ce qui fonde votre attachement à ce pays ?

CS: Je n'ai pas d'attachement passéiste à la Belgique, mais bien en tant que lieu de rencontre entre deux cultures. Comment vit-on avec des gens qui ne pensent pas comme nous ? Qui ne vivent pas comme nous ? Si la Belgique a une raison d'exister, c'est cela. Si on n'arrive pas à faire coexister deux langues en Belgique, comment pourrait-on le faire à 15 en Europe ? Je préfère un État qui va cahin-caha qu'une solution à la yougoslave.



DR: Claude Semal, êtes-vous le dernier des Mohicans parmi les artistes engagés ?

CS: Je ne m'estime pas tellement comme un artiste engagé. Pour moi, l'engagement est quelque chose de plus important que ce que je fais moi. Je ne suis pas organisé, ni syndicalement ni politiquement. Pour moi, c'est là la base d'un engagement concret. Je parle de sujets qui m'indignent. Moi, je suis engagé quand on me paye un cachet.

DR: Claude Semal ne joue que quand on le paye ?

CS: Non, j'ai joué pour les sans-papiers, mais par comparaison avec ce que j'ai pu faire, cela me semble bien peu de faire trois concerts gratuits par an. Par contre, ce que je veux bien revendiquer, c'est que la bête politique en moi n'est pas morte. Il y aura peut-être des moments de l'histoire où mon implication dans la vie sociale et politique sera plus importante que ce qu'elle est.

Propos recueillis par
PIERRE EYBEN



Belgik est en vente chez tous les bons disquaires.

Pour en savoir plus sur Claude Semal :

<http://www.claudeseimal.com>

Claude Semal nous a accordé un long et riche entretien. Il était impossible de tout reproduire ici. Vous pouvez retrouver la captation intégrale de cet entretien sur <http://www.particommuniste.be/le-drapeau-rouge>

Agrocarburants : Qui conseille la Commission européenne ?

En complément à l'article sur la politique européenne de promotion des agrocarburants paru dans le *DR* n° 24, il vaut la peine de regarder de plus près les mécanismes concrets mis en place par la Commission européenne dans le cadre de l'élaboration de sa politique.

La Commission a constitué dans ce cadre divers groupes de travail tels que le *Advisory Research Council for Biofuels* (BIOFRAC) ou, plus récemment, le *European Biofuels Technology Platform* (EBFTP). Le tableau ci-contre présente la composition de BIOFRAC. Chargé de réfléchir sur les orientations futures de la politique européenne en matière d'agrocarburants, BIOFRAC a publié en 2006 le rapport *Biofuels in the European Union. A vision for 2030 and beyond* («Les biocarburants dans l'Union européenne. Une vision pour 2030 et au-delà»). Ce document est devenu un document officiel de la Commission.

Qui conseille la Commission ? L'agro-business et notamment les producteurs d'agrocarburants, l'industrie pétrolière, et même l'industrie automobile... qui préside le groupe de travail.

Lorsque l'on sait qu'un des principaux arguments avancés pour pousser les agrocarburants est la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique, que l'on connaît les effets désastreux de la politique européenne de promotion des agrocarburants, dénoncés par la *Banque mondiale* elle-même, que l'on pense aux défis auxquels est confrontée l'humanité dans le domaine de l'énergie, de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement, des inégalités, on s'étonne qu'un représentant de *Volvo*

ait été jugé par la Commission le plus apte pour présider un *think tank* appelé à définir les contours de la politique européenne sur la question des agrocarburants.

Il n'y a pas à s'inquiéter, estime la Commission : les membres du Groupe de travail n'ont pas été nommés en tant que représentants de leur société, mais à titre personnel, en vertu de leur expertise...

Source : *Corporate Europe Observatory*
<http://www.corporateeurope.org>

MEMBRES DE BIOFRAC, GROUPE DES CONSEILLERS DE L'UNION EUROPÉENNE sur la politique des agrocarburants (au moment de la publication de leur rapport)

Anders Roj, Président, *Volvo Technology Corporation*

Olivier Alexandre, *Total*

Michel Baumgartner, *British Sugar*

Gerard Belot (remplaçant: Béatrice Perrier Maurer), *PSA Peugeot Citroën*

Matthias Rudloff (remplaçant: Michael Deutmeyer), *Choren* (raffinage d'agrocarburants)

Ann-Britt Edfast, *Sveaskog* (exploitant forestier)

Hartmut Heinrich (remplaçant: Frank Seyfried), *Volkswagen AG*

Raffaello Garofalo, *European Biodiesel Board*

Darran Messenm, *Shell*

Kimmo Rahkamo (remplaçant: Ari Juva), *Neste Oil Corporation*

Meinrad Signer, *Iveco Powertrain* (industrie automobile)

Rene Van Ree, *ECN*

Liisa Viikari, *VTT Biotechnology*

Eckhard Weidner, *Fraunhofer Umsicht* (technologies industrielles)

Communiqué

Assassinat de Julien Lahaut : Qui a peur de la vérité ?

Mercredi 5 novembre, la Commission de la Justice du Sénat se penchait sur deux propositions de loi concernant l'assassinat de Julien Lahaut le 18 août 1950.

La première proposition était la demande de mise en place d'une Commission d'enquête Julien Lahaut, composée de huit sénateurs, chargés de faire la lumière sur son assassinat ainsi que sur les dysfonctionnements de l'enquête.

Cette proposition portée notamment par le Sénateur Josy Dubié correspond à celle formulée dès 2000 par le Parti Communiste et soutenue par de plus de 200 personnalités politiques, syndicales, et associatives belges. Las, plusieurs membres de la Commission de la Justice, parmi lesquels le sénateur, mais également baron, François Delpérée, ont jugé utile de bloquer celle-ci, faisant montre de leur allégeance empessée à l'égard de la famille royale. Il semble que certains démocrates humanistes soient moins humanistes et moins démocrates lorsqu'il s'agit de faire toute la lumière sur une tache brune de l'histoire de la Belgique impliquant la famille royale.

L'autre proposition, moins ambitieuse, visait à demander une étude scientifique préalable au CGS, le *Centre de Recherches et d'histoire, guerre et société contemporaines*.

Fort heureusement, cette proposition est finalement passée. Il reste dorénavant à s'assurer qu'il ne s'agit pas là d'une nouvelle mise au frigo du devoir de vérité sur cette affaire. Un délai de 6 mois est annoncé. Nous serons vigilants. Il reste également à s'assurer que le budget nécessaire sera alloué pour ce travail et que les chercheurs auront tout loisir de consulter toutes les archives utiles.

La vérité avance décidément lentement dans les arcanes du Royaume de Belgique. Pour notre part, nous continuerons à lutter sans relâche pour qu'elle éclate au grand jour. Comme dans l'affaire de l'assassinat de Patrice Lumumba, nous avons la conviction qu'une démocratie véritable doit savoir reconnaître et dénoncer ses dérives passées et que personne, pas même la famille royale, ne peut y jouir d'une quelconque impunité.

Le Parti Communiste tient à exprimer sa gratitude à l'égard du Parti ECOLO et singulièrement de la députée Muriel Gerkens et du sénateur Josy Dubié pour le travail de vérité qu'ils mènent à ses côtés.

Vive la République! Vive Julien Lahaut!

Parti communiste, 7 novembre 2008

Les pouvoirs organisateurs publics veulent-ils tuer leurs écoles ?

Le récent congrès du PC a rappelé un de ses principes de base : seule une société sans classe où l'école est un service public, gratuit et laïc peut assurer l'égalité du droit à l'éducation.

L'école «service public» n'est vraiment plus une priorité en Communauté française, l'application du décret sur la mixité sociale en milieu scolaire en est un bel exemple.

Selon le quotidien *Le Soir*, les écoles les plus demandées, en 2007, étaient : à Bruxelles, 36 écoles catholiques sur 52, dans le Brabant wallon, 12 écoles catholiques sur 16, dans le Hainaut, 5 sur 6, à Liège, 16 sur 19, à Namur, 5 sur 5, au Luxembourg, 2 sur 2. Ces chiffres semblent démontrer que la majorité des écoles «demandées» appartiennent au réseau catholique.

En février 1973, Gérard Deprez, encore simple chercheur en sociologie, publiait dans *La Revue nouvelle* les résultats d'une de ses recherches qu'il intitulait «École catholique, école de classe?». La majorité des parents interrogés affirmait confier leurs enfants à l'école catholique, non pour des raisons de religion, mais pour des raisons de bonne fréquentation. En 1973, l'école catholique était encore le réseau minoritaire en Wallonie et à Bruxelles. Aujourd'hui, trente-cinq ans plus tard, elle est devenue largement majoritaire.

Les subsides publics sont liés au nombre d'élèves. Aucun contrôle n'existe sur l'utilisation de ces deniers publics par le réseau catholique. Un directeur d'école de ce réseau, où j'inspectais une formation d'administrateur, m'a affirmé combien cette formation lui semblait indispensable, persuadé que le règne des «boîtes à cigares» touchait à sa fin. Il s'attendait à voir débarquer d'un jour à l'autre les contrôleurs de la Communauté française... Il y a quinze ans de cela, et toujours pas de contrôle à l'horizon !



Visite du Parlement wallon, organisée par le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique (SeGEC) dans le cadre d'un programme d'échanges soutenu par l'Union Européenne.

Une de mes amitiés, profondément attachée à l'enseignement public, a vu son fils choisir en ce début d'année l'école catholique du Parnasse pour devenir AESI en éducation physique. Il a choisi le matériel moderne, l'équipement au «top niveau» du Parnasse, et tourné le dos aux installations vieillottes, mal entretenues qu'offrait l'enseignement officiel, que ce soit à Nivelles (réseau de la Communauté française) ou à Francisco Ferrer (Ville de Bruxelles).

L'Athénée Royal Riva-Bella de Braine-l'Alleud comptait plus de mille élèves il y a une dizaine d'années, mais l'amiante et la mэрule s'en sont mêlées. En 2002, des bâtiments ont été condamnés. Les cours ont été donnés, provisoirement avait-on dit, dans des *containers* qui, six ans plus tard, sont toujours en fonction, mais dans un piteux état : fenêtres bloquées, on y gèle en hiver, on y étouffe en été... Les parents désertent cette école taudis. Deux écoles catholiques voisines en bon état leur ouvrent les bras : les Instituts Cardinal Mercier et de la Vallée Bailly, écoles «demandées».

Eh oui, la guerre scolaire est bien vivante, n'en déplaise aux ministres socialistes qui se succèdent à l'Éducation. Mais s'ils poursuivent leur politique d'occultation des réseaux, s'ils continuent à faire l'autruche sur les moyens dont

dispose leur propre réseau par rapport aux moyens des autres réseaux et soumettent tous les réseaux à des mesures identiques, ils mettront effectivement fin à la guerre scolaire, parce qu'ils auront mis KO l'enseignement officiel et, en particulier, l'enseignement du réseau de la Communauté française.

Le décret imposant la mixité sociale en milieu scolaire est une des mesures qui s'imposent à tous les réseaux. Or, nous voyons qu'il ne devrait s'adresser en priorité qu'aux écoles catholiques.

Alors que, cette année, les enfants qui fréquentent les écoles primaires «adossées» à une école secondaire sont encore prioritaires, pourquoi l'échevine socialiste de la Ville de Bruxelles supprime-t-elle, sans préavis, cette possibilité ? Pourquoi le ministre Dupont, socialiste, en fait-il autant pour l'Athénée Royal Jean Absil ? Pourquoi ces Pouvoirs organisateurs (PO) de réseaux publics sèment-ils délibérément le chaos dans leurs écoles ?

Comment osent-ils offrir sur un plateau des élèves aux écoles catholiques, tellement moins chaotiques ?

Les PO de ces dernières leur laissent le temps de voir venir, de s'organiser. Vu les moyens dont ils disposent en plus des deniers publics et ce, sans contrôle, ils trouveront les astuces qui leur permettront de contourner ce décret : la mixité sociale du Collège Saint-Michel de Bruxelles n'est-elle pas déjà assurée par son association avec les Ateliers marolliens !

Le but déclaré du décret n'est effectivement pas d'affaiblir les réseaux publics, il se veut un moyen de lutte contre les échecs scolaires par la mixité sociale dans les écoles. N'est-il pas un nouvel effet de manche démagogique, la mixité sociale dans les écoles est-elle LA potion magique qui sortira les enfants en difficulté de leurs difficultés ? Une réponse à cette question fera l'objet d'un autre article.

LOUISE GOTOVITCH

Malika El Bourezgui: «Je rêve de plus d'implication des citoyens dans la gestion de la chose publique»

Afin de vous aider à mieux connaître leur travail de terrain, le DR a décidé d'aller à la rencontre des élus communistes. Rendez-vous avec Malika El Bourezgui, conseillère communale communiste élue sur la liste Ecolo à Charleroi.

DR: Depuis quand êtes vous au Conseil communal à Charleroi?

MEB: J'y suis entrée en septembre 2004 à la suite de la démission de Cécile Olivier, chef de groupe Ecolo.

DR: Être conseillère communale «communiste», cela veut dire quoi aujourd'hui?

MEB: Les villes constituent des lieux de résistance mais aussi d'action, un creuset démocratique où d'autres valeurs priment encore sur la seule loi de l'argent, comme l'intérêt général, le respect, l'entraide, les services publics, la vie associative...

Être conseillère communale communiste, c'est remettre les citoyen(ne)s au centre des préoccupations et des débats publics et les conscientiser à leur rôle à jouer dans le processus démocratique de prise de décision; continuer la lutte contre toutes formes d'exploitation, la critique d'une société dont les lois seraient dictées par la seule recherche du profit au détriment du respect des valeurs humaines, fondements d'une société viable pour tous où la justice sociale est garante de la paix sociale; empêcher les politiques libérales locales de tout casser, de poursuivre dans nos villes leur processus de démolition sociale; être le relais des luttes sociales comme des préoccupations du quotidien; être capable de regarder en face les difficultés et les souffrances; comme de se mettre à disposition des énergies et bonnes volontés qui abondent l'intérêt général. Enfin, être conseillère communale communiste, c'est proposer et construire avec la



population des alternatives aux politiques locales menées jusqu'à présent, avec pour objectif l'amélioration des conditions de vie pour les citoyens, la valorisation de chacun et une plus grande implication citoyenne dans la gestion de la ville.

DR: Manifestement, les thèmes de mobilisation et le travail ne manquent pas. Pourtant, lorsque l'on évoque Charleroi, on parle surtout des «affaires». Quel est votre avis?

MEB: Je pense qu'effectivement on peut dire qu'une majorité absolue de longue date à Charleroi a contribué à l'émergence d'un système politique avec ses baronnies, ses redevables et, forcément, ses dérives. Je ne pense pas que cela soit forcément lié au Parti socialiste en lui-même, mais à un pouvoir absolu d'un groupe sur plusieurs décennies sans contre pouvoir ni opposition forte.

Il serait naïf de laisser croire que des malfaçons, des procédures entachées d'irrégularités ne se seraient produites qu'à Charleroi. Cependant, je m'étonne aussi de voir que dans d'autres villes des personnalités politiques inculpées pour certains faits n'ont pas été aussi vite emprisonnées qu'à Charleroi.

Cela dit, il ne faudrait pas trop se focaliser sur les affaires. Charleroi vit

une période très difficile et ce n'est pas la réalisation de certains projets urbanistiques et commerciaux qui changera la donne.

La Ville s'appauvrit de façon flagrante. Sa population est touchée de plein fouet par la crise. Les finances communales sont largement obérées. Ses revenus vont encore diminuer suite à la crise financière de la banque des communes, Dexia. Charleroi mériterait un refinancement vu le traitement de faveur accordé à Liège, mais aussi le niveau de revenu moyen de sa population.

L'arrivée des sociaux-chrétiens et surtout des libéraux engendre une recrudescence de la politique sécuritaire, mais surtout un désinvestissement des services publics. Par exemple, en matière de propreté, les services confiés au privé ne cessent d'augmenter, alors que Charleroi reste toujours aussi sale.

DR: Pas facile d'être un élu dans ces conditions?

MEB: Non, ce n'est pas facile de travailler et d'avancer dans un climat de turbulence et de tensions politico-judiciaires à répétition qui entrave une gestion saine et sereine de la ville et de ses services. La «révolution» des pratiques qui s'en est suivie a néanmoins permis une plus grande rigueur administrative et financière, mais aussi plus de transparence. Certes, la surcharge de travail que demande le respect des procédures ralentit souvent l'exécution des décisions politiques.

DR: Vous sentez-vous reconnue en tant qu'élue communiste?

MEB: Je ne me sens pas vraiment reconnue en tant que communiste car je suis systématiquement présentée comme une élue Ecolo. Mon origine communiste est toujours effacée, que ce soit sur le site internet du groupe Ecolo, dans la presse et les médias locaux, dans le journal communal,... Pour sortir de cette situation, je compte affirmer davantage mon

originalité d'élue communiste dans mes rares communications à la presse, mais surtout dans mes interpellations et questions écrites au Conseil communal.

DR: Au niveau national, on ne peut pas dire qu'Ecolo se gauchise et une coalition avec le MR au lendemain des prochaines élections n'est pas à exclure. Cela se sent-il au niveau local?

MEB: Jusqu'à présent, je n'ai pas ressenti cette tendance au niveau local, mais il est clair que si cela devait arriver, nous devrions rediscuter de nos accords avec Ecolo.

DR: Que feriez-vous si demain le MR gouverne avec Ecolo?

MEB: Je me verrais contrainte de reconsidérer ma place dans le groupe Ecolo, car notre engagement dans l'alliance conclue pour les élections se basait fondamentalement sur des préoccupations sociales et écologiques pour lesquelles des alternatives efficaces

et acceptables ne pourraient être mises en œuvre sous l'influence de la droite.

DR: Être une femme dans le monde «macho» de la politique, est-ce facile?

MEB: Ce n'est pas tant le «machisme» du monde politique qui pose le plus de problème, pour moi, c'est plutôt la difficulté pour une femme de concilier vie de famille, activité professionnelle et fonction politique avec toutes les attentes qui en découlent. Je pense que les femmes qui s'engagent en politique devraient être plus soutenues si l'on veut optimiser la parité politique et enrichir la société de cette diversité.

Il n'est pas non plus facile pour toutes les femmes de faire face à la rudesse et l'âpreté de certains échanges lors de débats au Conseil communal.

DR: C'est quoi pour vous l'écologie?

MEB: L'écologie est le salut pour l'humanité et un des enjeux fondamen-

taux des décennies à venir. Elle est dans le prolongement de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie pour tous et la sauvegarde des ressources naturelles.

Je citerai l'exemple du Bangladesh dont une grande partie de la population subit aujourd'hui les conséquences directes de la pollution. Plus d'un tiers des terres sont régulièrement inondées sur l'année, ce qui entraîne d'importants déplacements de populations qui n'ont pas d'autre choix que de se réfugier dans les villes déjà surpeuplées ou de s'exiler dans d'autres pays.

DR: Votre «rêve» en politique?

MEB: Mon rêve en politique, ce serait la mise en œuvre d'un processus qui aboutirait à plus d'implication et d'émancipation des citoyen(ne)s dans la gestion de la chose publique.

Propos recueillis par
PIERRE EYBEN

LES PRINCIPAUX COMBATS DE MALIKA EL BOUREZGUI AU CONSEIL COMMUNAL :

- Le renforcement des moyens d'accompagnement, de traitement et de prévention de la toxicomanie qui s'avère être source de nuisances et d'une certaine délinquance à Charleroi;
- le respect de l'arrêté du gouvernement wallon du 14 janvier 1999 qui préconise l'emploi de personnes handicapées dans les organismes publics;
- une véritable politique d'intégration des personnes d'origine étrangère qui passe par le respect du principe de l'égalité des chances en matière d'emploi, notamment dans les administrations publiques et l'enseignement communal;
- la mise en action et l'activation d'une véritable politique du logement d'envergure en partenariat avec tous les secteurs privés et publics;
- l'application de la loi Onkelinx sur la réquisition d'immeubles abandonnés ou inoccupés;
- l'application systématique des mesures répressives à la disposition de la police locale en cas d'expulsions illégales et abusives (comme la verbalisation des effractions pénales constatées), une meilleure prise en charge des victimes et coordination avec les services sociaux compétents;
- l'augmentation de la capacité d'accueil en urgence et d'accompagnement des sans abri et mal logés;
- le développement de passerelles et rencontres inter-générationnelles afin que nos seniors, dont beaucoup capitalisent des connaissances, un savoir et de l'expérience, puissent le transmettre aux jeunes générations;
- le développement d'une véritable politique de la jeunesse dans notre ville;
- la création de crèches pour accompagner une politique de l'emploi et de la formation professionnelle;
- le dépistage précoce des enfants présentant des difficultés d'apprentissage, ainsi qu'un accompagnement ou une réorientation adaptés à leurs besoins spécifiques;
- le maintien des classes de devoirs en milieu scolaire et la réduction du coût des transports scolaires;
- l'application des règles élémentaires d'hygiène, à savoir le lavage des mains, dans les écoles maternelles et primaires principalement;
- le détournement de l'entrée du parc à conteneurs de Couillet pour soulager les riverains des nombreuses nuisances occasionnées par l'important charroi automobile et les camions de l'ICDI;
- l'urbanisme et l'aménagement du territoire: réaménagement de quartiers, de places publiques;
- la préservation et la protection du patrimoine bâti;
- l'environnement: impact de la pollution de l'air et des sols sur la mortalité à Charleroi, mesures à prendre;
- la propreté en ville, l'entretien et la sécurisation des parkings de la Gare Ouest et de la Villette;
- l'implantation abusive d'antennes GSM;
- l'information, la consultation et la participation des citoyens autour des grands projets qui vont modeler Charleroi pour des décennies;
- le soutien aux revendications sociales du personnel communal.

B R E V E S

«Orgueilleusement communiste»

Le *Hadash*, Parti communiste israélien, s'en est bien sorti lors des récentes élections municipales. À Nazareth, principale ville arabe d'Israël, le maire sortant, Ramiz Jaraisy, a été réélu face au candidat islamiste et a conforté sa majorité au conseil municipal. Mais la surprise est venue de Tel Aviv, où le candidat communiste, Dov Khenin, a accroché le maire sortant, Ron Huldai, le contraignant à un second tour, et a finalement récolté plus de 34 % des voix. Rien ne laissait présager que Dov Khenin allait atteindre un tel score, car celui que le quotidien *Haaretz* a décrit comme «orgueilleusement communiste» était tellement peu connu au début de la campagne électorale qu'il ne figurait même pas dans les sondages. Précisons encore que, si Huldai a été, pendant 26 ans, pilote de chasse de *Tsahal*, Khenin est un ancien sergent condamné pour avoir refusé de servir dans les territoires occupés.

Retour sur la manifestation et le meeting contre la précarité

Ce sont entre 300 et 400 personnes qui se sont réunies le 25 octobre dernier à Bruxelles pour une manifestation et un meeting contre la précarité, organisé conjointement par le PGE et ses partis membres en Belgique (PC et KP), ainsi que par UAG qui est aujourd'hui membre observateur du PGE. De nombreux militants de gauche de toute l'Europe (*Blcco* du Portugal, *Die Linke* d'Allemagne, PCF de France, PRC d'Italie,...) se sont retrouvés pour débattre de la précarisation liée au capitalisme et des pistes pour en sortir.

Elle bouge,
La Louvière rouge!

Les militant(e)s communistes se sont pas mal démenés sur les marchés publics de l'entité louviéroise. Distribution de tracts-pétitions «*Sauvons La Poste*»: bon accueil et nombreuses discussions. À Haine-St-Pierre, la distribution terminée, nous décidons d'aller prendre un pot dans un café populaire sur la place communale. Une bonne bière, tracts éparpillés sur la table du bistro, un gars s'approche: «*Vous êtes du PC? J'ai de la sympathie pour les communistes. J'ai erré au sein du Rassemblement Wallonie-France tout en gardant un ancrage à gauche*». Une petite discussion et quelques tournées plus tard, notre ami s'approche et nous glisse un billet de 10 euros! «*Pour le Parti*», dit-il. Sympa!

Marché du samedi, à La Louvière. Nous distribuons un nouveau tract fédéral contre la vie chère. Une table invite les promeneurs à signer l'appel. Drapeaux et affiches. Nous ne passons pas inaperçus. Les gens sont outrés: pouvoir d'achat en chute libre, privatisations, parachutes dorés, gouvernement de merde,... ça rouspète, ça débat... Nous récoltons plus de 200 signatures en très peu de temps.

Grève du 6 octobre. La ville de La Louvière n'a pas failli à sa réputation de banlieue rouge. Centres commerciaux et administrations bloqués, ronds-points et carrefours envahis par les grévistes, assemblée militante dans les locaux de la CGSP, information et distributions de tracts aux automobilistes et aux promeneurs, piquets mobiles sillonnant la ville. La FGTB a fortement mobilisé. Militant(e)s et délégués syndicaux communistes ont répondu également présent! Notre conseiller communal, Jean-Pierre Michiels en tête, nous distribuons et popularisons la pétition «*Sauvons La Poste*». 10h30, une manifestation démarre de la rue du Temple. Plusieurs centaines de personnes battent le pavé. Des salarié(e)s qui refusent les jours sombres aussi bien en termes d'emplois que de pouvoir d'achat. Des hommes et des femmes scandalisés. Révoltés parce que pendant que les riches s'engraissent, notre pouvoir d'achat s'effondre et le coût de la vie flambe. Enfin! Dire non au naufrage social, au chômage et à la pauvreté.

Drapeau frappé du marteau et de la faucille en plein rassemblement, nous faisons circuler la pétition. Elle est bien accueillie. Notre présence sera épinglée lors du *JT* de la télévision locale, *Antenne Centre Télévision*.



Personnel communal dans les rues! Le PC soutient!

Jeudi 23 octobre, le personnel ouvrier de la ville de La Louvière affilié à la CGSP a manifesté dans les artères de la ville. Un crochet par le zoning commercial Cora, une présence devant les fenêtres de la maison communale pour enfin rejoindre le local syndical. C'est le blocage avec la majorité en place PS-MR-UDSC. Le pouvoir ne veut rien entendre. Des tensions sociales déjà mises en avant lors du conseil communal de lundi. Comme l'écrivait *La Nouvelle Gazette*, citant la CGSP Adm/Centre: «*Les travailleurs en ont marre d'attendre ce que vous promettez depuis longtemps!...* Et de dénoncer des blocages de nominations, les salaires 'pharaoniques' accordés à certains cadres supérieurs, les mouchards installés dans les véhicules des ouvriers. Et puisque le pouvoir d'achat 'diminue à toute allure', les manifestants réclament l'octroi de chèques repas pour l'ensemble du personnel... et le retour d'une politique sociale qui n'existe plus à La Louvière».

L'assemblée décide de bloquer par un piquet le «dépôt camions». Direction rue de Belle-Vue, plus un seul véhicule de sortira! Nos tracts sur la vie chère passent de main en main. Nos affiches «*assez de se serrer la ceinture*», très bien accueillis, tombent à pic. Les ouvriers constatent qu'il y a une présence communiste et qu'ils peuvent toujours compter sur notre solidarité!

SANDRO BAGUET

De très chics mendiants

Ils étaient le symbole même de la puissance américaine et de ses rêves, avec ses *Oldsmobile*, *Buick*, *Cadillac*, *Chevrolet* et autres *Pontiac*, si bien assorties aux affiches de Hollywood. Il est un peu moins présentable, l'autre coté du rêve, celui des affairistes sans scrupules, des heureux fournisseurs de l'armée américaine pendant la Deuxième guerre mondiale (près de 3 millions de véhicules militaires, dont presque 20.000 chars de combat), tandis qu'en Allemagne, *Opel*, filiale de *General Motors*, en faisait de même pour le compte du régime nazi. Et voilà que ces honorables corporations, toute dignité perdue, sont en train de quémander devant le congrès américain, le Président Bush et son successeur, un peu de sous pour éviter la faillite, après avoir mis à la porte des dizaines de milliers de travailleurs.

Coté finances, la *Citibank*, branche bancaire de *Citigroup*, considérée comme la plus grande société au monde, se trouve dans une démarche identique après avoir escroqué des centaines de milliers d'épargnants. Philippe Crenier, responsable du collectif belge des victimes de la banque, déclarait qu'ils sont 6.700 personnes à avoir perdu près de 350 millions d'euros parce que la banque avait décidé, elle aussi, de jouer avec les actions «toxiques» de *Lehman Brothers*.

Bertolt Brecht, le grand poète et dramaturge, témoignait ainsi, dans sa pièce *Sainte Jeanne des abattoirs*, de la déconfiture des banques lors de la crise de 1929 :

«Et dans le même silence, toutes les banques / S'effondrèrent comme des... éponges essorées / Autrefois, solides et puissantes / Maintenant elles cessent de respirer / En attendant ceux d'en bas sont maintenus en bas / Pour que ceux d'en haut restent en haut / Et la bassesse de ceux d'en haut / Ne connaît pas de bornes / Car le système qui les a faits / N'a pas son pareil / L'exploitation et le désordre / Bestialité et déraison.»

Comment alors, face à tant d'indécence, résister à citer ces paroles prophétiques venant d'une toute autre origine? *«Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que les armées. Si les Américains laissent les banques privées contrôler la question de leur devise, les banques et les sociétés qui croîtront dans leur sillage priveront peu à peu les gens de leur propriétés jusqu'à ce que leurs propres enfants deviennent des sans-abri et cela sur le continent que leurs pères ont conquis»*. Non, l'auteur n'est pas un gauchiste exalté, mais le président Thomas Jefferson lors d'un discours, prémonitoire, à la chambre en 1802.

Pendant ce temps, le Congo continue de saigner

Combien de Baudouin faudra-t-il pour doter ce beau pays d'une société harmonieuse? Ah, si le Parlement fédéral pouvait nous aider à les trouver. Entre-temps, les combats font rage au Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo, et les morts, les déplacés, les femmes violées et mutilées sont simplement innombrables.

Pays ayant le malheur d'être extrêmement riche en minerais rares et précieux, et donc convoité par des multinationales qui cherchent à contrôler leur exploitation, le Congo est aussi le théâtre d'affrontements géopolitiques par bandes armées interposées. Le Rwanda et, mais aussi l'Ouganda, jouent le rôle de serviteur des intérêts anglo-saxons et cherchent à bloquer le rapprochement de ce pays avec la Chine. Pourtant, il y a les forces de la MONUC, affectées au rôle de «casques bleus de bidonville» totalement inopérants. Et une Union européenne pas mécontente du tout de laisser pourrir les choses pendant que notre ministre De Gucht ose parler d'un «devoir de tutelle morale» sur notre ancienne colonie.

Retour sur Prague 1968 le temps d'un colloque

À l'initiative du *Centre d'archives communistes* (CARCOB) et du *Centre de sociologie et d'histoire des gauches* (ULB), s'est tenu les 21 et 22 novembre un colloque international autour du Printemps de Prague et son écrasement par les forces du Pacte de Varsovie. Colloque très réussi dans l'ensemble par la qualité des orateurs et du public (dont pas mal d'étudiants), avec de remarquables interventions et quelques silences. Colloque surtout nécessaire, voire indispensable à une gauche un peu orpheline d'analyse de ses propres repères.

PABLO RODRIGUEZ

Le Roi Baudouin, exemple d'engagement!

La décision date du 24 octobre et la précision a un sens parce qu'il ne s'agit pas d'un poisson d'avril. Ce jour-là, le parlement fédéral a choisi feu le Roi des Belges comme symbole de «l'engagement d'une vie pour une société plus harmonieuse» à l'occasion de la fête de la monarchie de ce 15 novembre. Engagé, peut-être, mais à quoi? Et pourquoi? Et pour qui?

Pour le droit des femmes à disposer de leur corps et de décider de l'éventualité de procréer? Celui qui fit tout, y compris d'abdiquer le temps nécessaire, afin de

perturber la promulgation de la loi autorisant les femmes à avorter, peut-il être primé pour sa contribution à une société plus harmonieuse? Le copain complaisant de Mobutu, le contributeur aux campagnes de la droite putschiste chilienne, l'homme qui, derrière son sourire angélique, savait couvrir les circonstances de l'élimination de Patrice Lumumba ou, plus près de nous, de Julien Lahaut, peut-il être considéré, sans rire, comme l'archétype du combattant pour une société harmonieuse? À moins de préciser de quelle société on parle. De la haute, sans doute.

Rendez-vous sur le site

<http://WWW.particomuniste.be>

Colombie: Terrorisme d'État, terrorisme d'Empire

Bien que pays riche bénéficiant d'une croissance économique annuel de 7 %, la Colombie accuse un des taux d'inégalité sociale les plus élevés d'Amérique latine. Elle y est en effet un des derniers pays – avec le Mexique et le Pérou – à encore appliquer les formules néolibérales à outrance. L'exploitation des richesses ne profite qu'à 10 % des Colombiens. La moitié des terres agricoles n'appartient qu'à 0,3 % de la population. 1,3 million de familles paysannes – soit 54 % – n'ont pas de terres, alors que 15.000 personnes possèdent à elles seules 49 millions d'hectares. 17 millions de Colombiens vivent dans la pauvreté et six millions sont dans l'indigence.



Jorge Eliécer Gaitán (1898-1948)

Le 9 avril 1948, Jorge Eliécer Gaitán est assassiné à Bogotá. Candidat aux élections présidentielles, ce partisan des banques nationalisées et des entreprises de services publics a éveillé une conscience de classe jusqu'alors inexistante en Colombie. Instantanément, éclate le *Bogotazo*, soulèvement populaire sanglant – 3.000 morts officiels dans les 3 premiers jours, suivi d'une véritable orgie de sang, la *Violencia*. 300.000 paysans colombiens seront assassinés sur une dizaine d'années. Une guérilla naît et s'étend sur l'ensemble du territoire. S'ensuivent un durcissement et une militarisation du pouvoir, et un apport d'aide «civile» à l'armée: apparaissent les premières bandes para-policières, ou paramilitaires.

1959, *¡Hasta la victoria siempre!* Les États-Unis voient «rouge» et forment des milliers de militaires latino-américains à des tâches «contre-insurrectionnelles», traduisez «anticommunistes». Les USA enverront chaque année en Colombie conseillers militaires, armes, argent – encore et encore. Les forces armées se voient attribuer des pouvoirs exorbitants en matière de maintien de l'ordre public, ou plutôt de répression des revendications sociales. La Doctrine de sécurité nationale du président Kennedy est appliquée, renouvelant l'expérience US au Vietnam, française en terre algérienne, ou même nazie contre la Résistance. Les paramilitaires renforcent leur nouvelle stratégie – armer des civils – inspirée de l'expérience anglaise au Kenya et en Malaisie. Un décret de 1965 légitime ces groupes de défense civile en créant les «groupes d'autodéfense». S'installent peu à peu une complicité, une complémentarité entre l'État colombien, les forces armées et les groupes paramilitaires. Ceux-ci contrôleront ainsi, jusqu'à ces dernières années, des territoires entiers, par les méthodes les plus abjectes et sangnantes – massacres collectifs ou sélectifs à la tronçonneuse ou à la machette, disparitions, déplacements forcés, tortures, viols, appropriation de terres collectives de communautés paysannes, noires ou indigènes – et offrent leurs «services» aux grandes multinationales pour «maîtriser» les conflits sociaux ou de travail et permettre ainsi la mise en place de méga-projets économiques et industriels.

Le paramilitarisme avant les FARC

En réaction naissent, en 1964, l'*Armée de Libération Nationale* (ELN), d'inspiration guevariste et, l'année suivante, les *Forces Armées Révolutionnaires* de Colombie, les FARC – appartenant au courant marxiste. Ce sont la pauvreté et l'injustice sociale croissantes, le monopole d'un pouvoir politique intolérant et l'application d'une stratégie paramilitaire appuyée par les États-Unis qui ont motivé la naissance de ces mouvements insurgés armés, et non

l'inverse comme l'affirme l'oligarchie colombienne. Si les FARC sont bien un mouvement de guérilla armé, il n'en a pas toujours été ainsi: engagées en 1985 dans des pourparlers de paix avec le Gouvernement, elles déposent en effet les armes et fondent l'*Union Patriotique* (UP). Les guérilleros démobilisés intégrés à l'UP obtiennent 320.000 voix aux élections, décrochent des postes de maires et de députés. C'en est trop pour certains! L'UP va devenir la cible des forces armées et des paramilitaires: 3.000 membres sont assassinés dans les semaines qui suivent, un véritable génocide politique. Les FARC reprennent alors la clandestinité ...et les armes!

Nul n'ignore non plus que la Colombie est le premier producteur de cocaïne au monde. Or il se fait que, au début des années 80, les narcotrafiants eurent justement besoin d'investir leur argent dans des zones fraîchement «nettoyées» par les paramilitaires. Petit à petit, le trafic de narcotics va financer les opérations paramilitaires. Des narcotrafiants deviennent des chefs paramilitaires, et vice-versa. La CIA, voulant financer à ce moment sa *Contra* au Nicaragua, se tourne également vers le narcotrafic colombien! La cocaïne colombienne est acheminée vers les États-Unis via l'Amérique centrale par des avions militaires camouflés, pour être vendue ensuite dans la rue: engrangement de bénéfiques «sales» pour financement de guerre «sale». Les barons de la drogue, de plus en plus puissants, commencent à intégrer, avec leurs associés paramilitaires, une grande partie de la structure politique, économique et sociale du pays. Le produit du trafic est recyclé dans tout le système financier et économique, et le paramilitarisme entre dans les composantes mêmes du régime politique «démocratique»: gouvernement, parlement, justice.

Les années 90 sont celles d'une «guerre intégrale et totale» à la guérilla. Les budgets militaires sont augmentés, mais les prisons se remplissent plus d'activistes sociaux et politiques que de guérilleros. Le taux de criminalité



Massacre en Colombia, Fernando BOTERO

politique atteint des sommets inédits ! Le taux de pauvreté augmente considérablement, tandis que l'ouverture du régime à un néolibéralisme effréné «libéralise» l'économie et privatise de nombreuses entreprises publiques. On feint de décider le démantèlement des paramilitaires, pour remplacer ceux-ci par de nouveaux groupes, tel *Convivir* («vivre ensemble»),... qui en adoptent les mêmes principes. Un certain Alvaro Uribe Velez, alors gouverneur de département, en est un ardent défenseur.

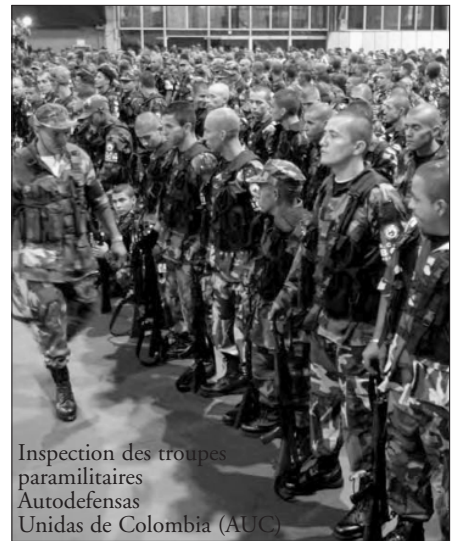
«Guerre au terrorisme» et «Plan Colombie»

11 septembre 2001. Par le lancement de la «guerre au terrorisme», les FARC, ELN,... deviennent des «terroristes». Washington conçoit et impose le «Plan Colombie» qui, selon les fonctionnaires, est un programme intégral de développement destiné à régler le conflit intérieur colombien. La – vraie – vérité est que les milliards de dollars de ce plan ne sont destinés qu'à financer une guerre contre l'ennemi intérieur de toujours – le communisme – au profit des intérêts économiques du secteur privé ! L'autoritaire Álvaro Uribe Velez, sur promesse électorale d'en finir rapidement avec les FARC, arrive au pouvoir en 2002. Il met en œuvre sa «Politique de sécurité démocratique», véritable stratégie de guerre avec réseau d'indicateurs, compagnies de sécurité privées et soldats-paysans. Il n'y a pas, pour Uribe, de conflit armé en Colombie, seulement «une guerre contre le terrorisme». Et surtout, le «Plan Patriote», partie militaire du *Plan Colombie* destinée à vaincre les FARC, permet enfin aux États-Unis de s'engager

ouvertement dans la lutte «anti-insurrectionnelle» ! De 14.000 à 18.000 militaires sont envoyés dans le sud de la Colombie, où se trouvent les cadres et une partie importante des FARC.

Entre-temps, les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent les abus du régime et des paramilitaires. Plus de 70.000 personnes – en majorité des civils – tuées ces 20 dernières années, 30.000 disparues ! Quatre millions de Colombiens exilés politiques ou économiques ! Trois millions de paysans, indigènes, afrodescendants déplacés par la force et la terreur – saisie des terres pour des projets économiques ou fuite face aux combats ! Augmentation des massacres et assassinats politiques paramilitaires, en trois ans, de plus de... 600 % ! La Colombie est le premier pays au monde pour le nombre d'assassinats de syndicalistes – plus de 40 déjà depuis le début de l'année 2008 ! – et de journalistes. Et surtout, comme le souligne le récent *Tribunal international d'opinion sur les violations des droits de l'Homme en Colombie* tenu à Bruxelles sous la présidence du sociologue belge François Houtart, l'impunité en Colombie est presque totale. Pratiquement tous les crimes liés à des violations de droits de l'Homme restent impunis ! La responsabilité de l'État colombien est établie dans la grande majorité des violations, qu'elles soient commises par des militaires, des policiers ou d'autres agents. Tous ces crimes ont une logique : ils bénéficient politiquement ou économiquement à l'État, aux paramilitaires et aux entreprises multinationales américaines ou européennes, dans la plus pure logique néolibérale.

En 2005, une loi dite de «justice et paix» – surnommée *Loi pour l'impunité* – devait permettre la démobilisation et la réinsertion dans la vie civile de quelques 30.000 paramilitaires. Cette loi ne prévoyait qu'une peine de 8 ans maximum pour les délits les plus graves en échange d'une promesse des inculpés de tout dénoncer. Mais la «Loi de justice et paix» dérape : un bras de fer s'engage entre Uribe et certains chefs paramilitaires, qui ne s'estiment plus suffisamment protégés par ladite loi et commencent à parler – trop. Fin 2006, éclate le scandale de la «parapolitique» : 64 congressistes – le quart du Congrès – sont identifiés par la Cour suprême pour liens présumés avec le paramilitarisme, dont 32 sont emprisonnés – parmi lesquels tous les élus du parti d'Uribe, sauf un ! Les faits démontrent que les groupes paramilitaires n'ont aucunement cessé leurs activités à l'heure actuelle, et sèment toujours leur idéologie de terreur à la campagne, mais aussi dans des quartiers entiers de Bogotá ou Medellín.



Inspection des troupes paramilitaires Autodefensas Unidas de Colombia (AUC)

La «Loi de justice et paix» prévoyait une peine réduite aux paramilitaires – sans aucune mesure avec les délits commis. De l'autre côté, certains chefs guérilleros colombiens ont été jugés et condamnés aux États-Unis à de nombreuses années de prison, tel Simon Trinidad, un ancien banquier «reconverti» dans les FARC, qui a écopé d'une peine de 60 ans pour «terrorisme» et «trafic de drogue». Deux poids, deux mesures. La Colombie d'Uribe : une démocratie ou un terrorisme d'État à la solde de l'Empire ?

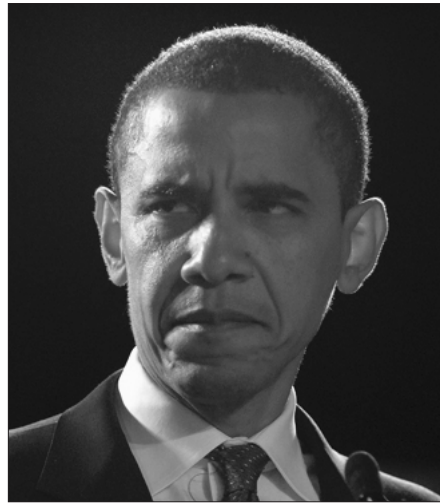
ARMANDO GARCÍA

À lire :

Colombie. Derrière le rideau de fumée. Histoire du terrorisme d'État, *Hernando Calvo OSPINA*, Éd. *Le Temps des Cerises*, Pantin, 2008.

Obama: Vive le New Deal?

Les médias états-uniens se livrent à d'infinies spéculations à propos de ce que sera la politique de l'administration Obama. Les premières décisions annoncées donnent à penser que le Président Obama se situera dans le droit fil du Sénateur Obama: un banal opportuniste de centre-droit, prompt à promettre à gauche et à tenir à droite.



Dans *The Nation*, le principal organe de presse de la gauche aux États-Unis, Alexander Cockburn, qui dénonçait avant l'élection un climat d'intolérance dans les milieux «progressistes» paralyant toute parole critique envers Obama, épinglait les incessants revirements du candidat aujourd'hui élu. «La première fois que je l'ai entendu parler, c'était en 2006, quand il est allé dans le Connecticut pour soutenir aux primaires démocrates ce sale type qu'est Joe Lieberman¹ contre le candidat pacifiste. Toutes les positions progressistes qu'[Obama] avait prises pour conquérir la base de gauche, il les a ensuite reniées». Et de citer de nombreux exemples, de la limitation des dépenses électorales à un très timide et fugace rapprochement avec les Palestiniens, en passant par la loi sur les écoutes téléphoniques sans contrôle d'un juge, à laquelle Obama se disait opposé en février et qu'il a votée en septembre.

Une grande interrogation revient sans cesse dans les analyses et les commentaires des économistes états-uniens: Obama mènera-t-il une politique similaire à celle de Franklin Delano Roosevelt (FDR pour les intimes), qui dirigea le pays de 1933 à 1945: «Reagan est out, FDR est in» écrit le Prix Nobel d'économie Paul Krugman dans une chronique du *New York Times* intitulée *Franklin Delano Obama?*.

Krugman, pourfendeur de longue date du bushisme, estime qu'Obama «a bien des choses à apprendre des échecs de FDR comme de ses réussites: la vérité

est que le New Deal ne fut pas aussi efficace à court terme qu'il le fut à long terme. Et la raison principale des résultats à court terme limités [...] fut que sa politique économique fut exagérément prudente». En particulier, explique Krugman, le *New Deal* fut «une réponse inadéquate» à la «Grande Dépression». Il dénonce «toute une industrie intellectuelle, principalement issue des laboratoires d'idées de la droite, qui se consacre à propager l'idée que FDR a en réalité aggravé la Dépression. (...) Mais l'étude de la politique budgétaire des années 30 réalisée par l'économiste Cary Brown, du Massachusetts Institute of Technology, est arrivée à une toute autre conclusion: si les stimulations budgétaires n'ont pas réussi [à remettre l'économie en mouvement], ce n'est pas parce qu'elles ne marchent pas, c'est parce qu'elles n'ont pas été tentées».

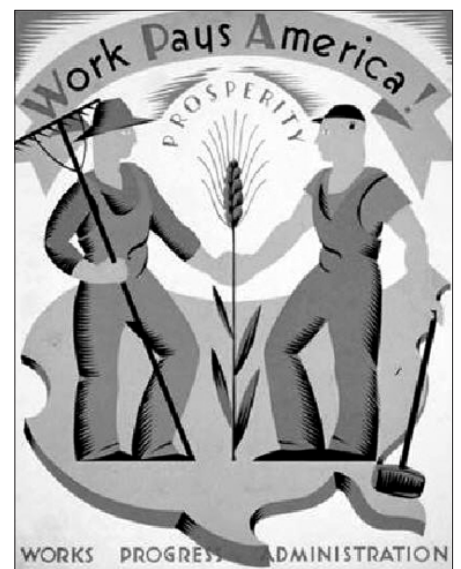
Effets contrecarrés de la politique keynésienne

«Car, explique-t-il, si à l'époque des millions d'Américains ont été embauchés via la Works Progress Administration (WPA) et le Civilian Conservation Corps, de sorte que "jusqu'à ce jour nous roulons sur des routes bâties par la WPA et nous envoyons nos enfants dans des écoles bâties par la WPA", cela n'a pas constitué un stimulant économique aussi important qu'on peut l'imaginer. Les effets de la politique keynésienne de deficit spending furent largement contrecarrés par d'autres facteurs comme la politique des États

(qui réduisaient leurs investissements publics, à contre-courant de la politique de Washington) et les fortes hausses d'impôts décidées par Herbert Hoover². Quant aux effets à long terme, ils ne se firent sentir réellement qu'après l'arrivée au pouvoir de Truman en 1945. D'ailleurs, dit Krugman, Roosevelt était "impatience de revenir aux principes conservateurs en matière budgétaire": après sa victoire électorale de 1936, il s'empressa de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts, ce qui a immédiatement provoqué une rechute économique qui ramena le chômage au-dessus de la barre des 10% et se solda par une défaite aux législatives de 1938».

Mais alors si, contrairement à ce qu'on croyait savoir, la politique keynésienne de Roosevelt n'a pas sauvé l'économie états-unienne, à quoi doit-elle son spectaculaire redémarrage? «Ce qui a sauvé l'économie, et le New Deal, ce fut le gigantesque programme d'investissements publics qu'on appelle "Deuxième Guerre Mondiale", qui finalement a provoqué une stimulation budgétaire correspondant aux nécessités économiques», affirme Paul Krugman.

L'intervention américaine dans la guerre – décidée par un président qui avait centré sa campagne électorale sur sa volonté de garder les États-Unis à l'écart du conflit – en décembre 1941, soit après l'attaque japonaise contre Pearl Harbor et après la déclaration de guerre de



l'Allemagne et de l'Italie contre les États-Unis, fut incontestablement le plus rentable des investissements jamais réalisés. Non seulement, comme le dit Krugman, elle réussit à sortir l'économie américaine de l'ornière à court terme, mais elle désarma toute opposition au nom du sacro-saint soutien dû aux combattants, et surtout elle est toujours la base de la domination politique et idéologique, donc militaire, des États-Unis. C'est sur la fable d'un peuple américain naturellement bon qui s'est généreusement porté au secours de ses frères européens opprimés que s'est construite et que se perpétue cette «Uncle-Samania» toujours à l'œuvre en Europe, qui a temporairement pris le nom de «Obamania».

Comme les fables, sa recette en est composée à 50 % d'amnésie sélective et à 50 % de mensonges qui se veulent pieux³.

Tout cela nous éloigne-t-il de la future politique économique d'Obama? Hélas, probablement pas autant qu'on pourrait le croire.

Quelle est la situation à laquelle il est confronté? Il a lui-même brossé un tableau des plus sombres dans le *Wall Street Journal*: «Nous sommes face à la plus grave crise économique depuis la Grande Dépression – 760.000 travailleurs ont perdu leur emploi cette année. Les entreprises et les familles ne peuvent plus obtenir de crédit. La valeur des maisons s'effondre, les pensions disparaissent. Les salaires sont plus bas qu'il ne l'ont jamais été depuis une décennie, à un moment où les coûts de la santé et de l'éducation sont plus élevés que jamais». Pour être complet, il aurait fallu ajouter au tableau un endettement privé et public abyssal, un déficit courant qui met les finances états-uniennes à la merci du bon vouloir des prêteurs étrangers, la quasi-impossibilité d'utiliser encore l'arme des taux directeurs puisqu'en termes réels ils sont déjà proches de zéro, un enlèvement militaire en Irak et en Afghanistan,...

Guerre des classes

Dans le même article, Barack Obama se félicitait du soutien que lui avait apporté – parmi d'autres – le milliardaire Warren Buffett, car écrivait-il, «s'il y a une chose que nous avons apprise de

cette crise économique, c'est que nous sommes tous dans le même bateau. Du PDG aux actionnaires, des financiers aux ouvriers des usines, nous avons tous les mêmes intérêts, car plus les



Franklin
Delano
Roosevelt

Americains prospèrent, plus l'Amérique prospère. Or, Warren Buffet se trouve être l'homme qui avait déclaré sur MSNBC: «Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner». Obama ne devait pas regarder la télé ce jour-là...

Même si Barack Obama est assuré d'avoir une majorité parlementaire pour voter ses réformes, ses marges de manœuvre sont très étroites. Deux ans seulement le séparent des élections de mi-mandat et, si deux ans c'est très peu pour réaliser «*the change we need*», c'est plus qu'il n'en faut pour décevoir les nombreux électeurs qui attendent du premier Président non-blanc qu'il fasse des miracles.

Quelle voie s'ouvre dès lors à lui pour obtenir rapidement des résultats économiques? Peut-être la même qui s'est imposée en décembre 1941 à FDR: la guerre.

Il a explicitement déclaré ne pas y être opposé par principe, et le complexe militaro-industriel US saura évidemment lui en faire entrevoir tous les mérites. Quant au peuple américain, il est surtout allergique aux guerres perdues, surtout quand elles ont été engagées au prix d'innombrables mensonges. Qu'on sache leur «vendre» la prochaine guerre, contre l'Iran par exemple, avec plus d'habileté, et on reverra des drapeaux

états-uniens à toutes les fenêtres et sur toutes les voitures...

La plus que probable nomination d'Hillary Clinton au poste de Secrétaire d'État est à cet égard de fort mauvais augure. Il faut se souvenir que la Sénatrice Clinton avait voté en faveur de l'agression militaire «préventive» contre l'Irak, sur base notamment de la démonstration faite par Colin Powell à l'ONU, un tissu de mensonges qu'elle prétendait «irréfutable». Même après l'occupation de l'Irak, quand il a été confirmé que Saddam n'avait ni armes de destruction massive ni liens avec Al-Qaïda, elle a continué de soutenir la guerre.

«J'étais de ceux qui ont voté l'autorisation au Président Bush pour utiliser les forces militaires contre Saddam si nécessaire. Je continue à croire que ce vote affirmatif était le bon», déclarait-elle en décembre 2003, ce qui ne l'empêcha pas de tenter de faire croire, au cours de sa campagne pour les primaires des Démocrates, qu'elle fut toujours opposée à cette aventure militaire.

Les États-Unis ne sont pas près de renoncer au rôle de gendarme de la planète, avec le Président dans le rôle du «gentil flic» noir et sa Secrétaire d'État dans celui du «méchant flic» blanc.

Luc DELVAL

(www.lesdoigtsdanslacrise.info)

¹ Ex-candidat démocrate à la vice-présidence avec Al Gore en 2000, il a soutenu McCain au cours de la campagne présidentielle de 2008.

² Président des États-Unis de 1929 à 1933.

³ Ainsi en va-t-il de l'attribution quasi-exclusive du mérite de l'écrasement du III^{ème} Reich aux États-Unis, au point que, lors de la célébration du 50^{ème} anniversaire du débarquement de Normandie, aucun représentant russe ne fut invité... alors que le Chancelier Helmut Kohl en était. Au moment de ce débarquement, les victoires décisives avaient déjà été remportées par l'Armée Rouge, à l'est, où Hitler avait massé ses troupes les plus nombreuses et les plus redoutables. La défaite de l'Allemagne, en juin 1944, était pratiquement acquise (même si la seule prise de Berlin a coûté aux Soviétiques la perte de 300.000 hommes, soit autant que toutes les pertes militaires américaines sur l'ensemble des fronts européen et japonais) et le débarquement, sans cesse remis à plus tard, ne visait plus tant à vaincre l'Allemagne qu'à contenir l'avancée soviétique vers l'ouest. La libération de la France et de la Belgique n'était qu'une modalité secondaire, mais indispensable, de cette stratégie.

Retour sur le Printemps de Prague

«Printemps» ou «automne», c'est selon. Prague '68 fut en tout cas, et reste, l'un des moments majeurs du parcours bousculé du communisme moderne. Quarante ans après, le *DR* se réjouit de pouvoir compter sur le regard rétrospectif de Louis Van Geyt, alors secrétaire de la Fédération bruxelloise du Parti communiste de Belgique et membre de son Bureau politique. Quatre ans avant son accession à la présidence du PCB, il fut protagoniste, sur le plan national et sur celui du mouvement communiste international, des initiatives et débats qui s'en suivirent.

Le Drapeau Rouge: Que s'est-il passé, selon vous, en Tchécoslovaquie en août 1968 et quelle fut, alors, l'appréciation du PCB qui avait montré tant d'enthousiasme lors de la «floraison» du Printemps tchécoslovaque ?

Louis Van Geyt: Pour situer Prague '68, nous devons nous reporter d'abord, pour le dire succinctement, à Moscou '56, c'est-à-dire au XX^{ème} Congrès du Parti communiste d'URSS. Rappelons que le rapport «secret» de Khrouchtchev dénonçant les méfaits staliniens provoqua une véritable commotion chez les communistes du monde entier, à tel point que les dirigeants du PC français crurent bon d'affirmer qu'il s'agissait d'un faux. Nous, en revanche, voulions en avoir le cœur net, et c'est ainsi que notre Bureau politique envoya une délégation à Moscou composée, notamment, des camarades Burnelle et De Conink qui, à leur retour, confirmèrent la réalité de ce rapport. Notons aussi que le Congrès soviétique vint après notre XI^{ème} Congrès de 1954 où nous avons rompu avec la «ligne» sectaire et dogmatique qui avait prévalu à partir de 1948, pendant la phase aiguë de la Guerre froide. Ainsi, par exemple, nous avons éliminé de nos statuts le concept de «dictature du



Louis Van Geyt, président du Parti Communiste de Belgique de 1972 à 1995.

prolétariat». Dix ans plus tard, nous avons réagi de façon négative au limogeage de Khrouchtchev par Brejnev, puis accueilli avec espoir et même enthousiasme l'amorce du Printemps de Prague. Il s'agissait pour nous d'un mouvement qui visait à rompre avec le bureaucratisme et l'autoritarisme post-staliniens, non seulement dans le domaine culturel (souvenons-nous de l'essor du cinéma tchèque), mais aussi sur le plan politique et dans une certaine mesure sur celui de l'économie.

DR: Comment le PCB a-t-il réagi aux «mises en garde» lancées depuis Moscou contre la soi-disant menace de voir la Tchécoslovaquie basculer dans l'Europe atlantique ?

LVG: Nous avons effectivement fait l'objet de démarches pressantes, et ce particulièrement en provenance du Parti socialiste unifié (SED) au pouvoir en République démocratique allemande. Nous n'en avons pas moins continué de soutenir clairement l'«expérience tchécoslovaque» menée sous la direction d'Alexandre Dubcek et notre Bureau politique a décidé, en juin 1968, d'envoyer à Prague une délégation composée de Jean Terfve, de Jan Debrouwere et de moi-même, pour nous informer directement auprès des communistes tchécoslovaques de l'évolution de la situation dans leur pays et des risques éventuels qu'elle comportait. Ceci

compte tenu notamment du fait que la presse de droite ouest-allemande menait une furieuse campagne de presse, faisant croire que l'Occident était en train de «gagner» la Tchécoslovaquie: une campagne de provocation cherchant, évidemment, à susciter une réaction musclée de Moscou.

DR: Cette «menace» n'était-elle qu'imaginaire? Les réformes économiques d'Ota Sik et Dubcek n'alliaient-elles pas dans le sens d'une ouverture vers l'économie de marché? Le devenir des dissidents, genre Vaclav Havel, chantre du libéralisme et de l'adhésion à l'OTAN, n'est-il pas, *a posteriori*, une confirmation du risque d'un tel basculement ?

LVG: Avant l'intervention militaire, la voix de Havel ne s'était guère fait entendre, alors que Dubcek était sur le devant de la scène. Et, à la différence (fondamentale) de ce qui s'était passé en Hongrie, début novembre 1956, il ne fut question ici ni de pogroms anti-communistes, ni de velléité de sortir du Pacte de Varsovie, ni moins encore d'appel à «l'aide» des puissances occidentales. Notre délégation de juin est revenue de Prague avec la forte conviction que les principaux courants du Parti communiste tchécoslovaque et la très grande majorité de la population appelaient de leurs vœux une authentique démocratisation de la société, destinée à en renforcer le caractère socialiste.

Et c'est précisément à la suite de l'intervention que s'est propagée la conviction, argumentée notamment par Havel, que le «socialisme réel» était





Défilé du 1^{er} mai 1968 à Prague: de gauche à droite: Gustav Husak, Ludvik Svoboda, Alexander Dubcek et Frantisek Kriegel.

incompatible avec l'essor des libertés démocratiques, voire avec le respect du droit des peuples à déterminer eux-mêmes les voies de leur développement.

Quant à Ota Sik et à ses théories économiques elles n'impliquaient pas l'abandon des principes de base de l'économie socialiste. Laisser une place au marché pour la gestion des petites et moyennes entreprises n'est nullement antinomique avec le développement d'un projet socialiste. Sans remonter à la *Nouvelle économie politique* (NEP) promue par Lénine dans les années 20, il fallait admettre que, dans un pays industriellement et socioculturellement développé comme la Tchécoslovaquie, il était légitime d'élargir le développement des échanges commerciaux au-delà de l'Union soviétique et des autres pays du Comecon. N'eût-il pas valu bien mieux, pour l'essor général du socialisme et pour la désescalade des blocs, d'ouvrir progressivement (et de manière réciproque) les fenêtres, plutôt que de «consolider» le camp retranché ?

DR: Par après, le remplacement de Dubcek par Husak fut le début de la «normalisation» traduite, sur le terrain, par une importante campagne de «défenestration» (à tout le moins professionnelle et militante) de milliers de cadres communistes et alliés à tous les échelons du parti et de la société. Comment comprendre que le PCB ait, à ce moment-là, (r)établi des contacts avec le PC «aligné» et bureaucraté de Husak ?

LVG: Il est exact qu'après avoir très clairement affirmé notre solidarité avec le PCT de Dubcek, nous nous sommes résigné à (r)établir des contacts – à vrai dire «pragmatiques» – avec le régime de Husak. Et cela non pas tellement parce que Husak lui-même avait, au temps de

la paranoïa «anti-titiste» de Staline, connu les prisons «socialistes», à l'instar de Gomulka, de Kadar et de tant d'autres.

Mais si, après le 21 août 1968, le groupe dirigeant du PCB s'est décidé à définitivement tourner le dos aux «modèles socialistes» de l'Est, c'est que nous estimions en même temps devoir nous consacrer aux initiatives pour inverser l'escalade des blocs politico-militaires, escalade activement promue par les «faucons» des deux bords de l'Atlantique, mais trop souvent acceptée comme fatale par les tenants de la «doctrine Brejnev». Or, comment développer ces initiatives tout en coupant les ponts avec les partis au pouvoir dans les Etats membres du Pacte de Varsovie, la Tchécoslovaquie «normalisée» y compris ?



Leonid Brejnev et Gustav Husak

DR: En quoi et à quel point le positionnement du PCB vis-à-vis du «socialisme réel» (et concrètement «brejnévien») a-t-il changé suite aux événements d'août 1968 ? Quelles conséquences s'ensuivent, sur les plans «externe» et «interne» ?

LVG: C'est en décembre 1981 (soit treize ans plus tard, à la suite de l'instauration de l'état d'urgence en Pologne) que le Secrétaire général du PC italien, Enrico Berlinguer, a proclamé ouvertement que la Révolution d'Octobre, source de tant d'espoirs pour la construction d'un monde nouveau, avait gaspillé pour de bon son pouvoir d'attraction sur les peuples d'Europe. Un ou deux jours plus tard, la *Pravda* publiait un éditorial d'une rare violence, préconisant l'exclusion du PCI du Mouvement communiste mondial. Comme président du PCB, j'ai alors publié dans *le Drapeau rouge* une déclaration indiquant que, sans être nécessairement d'accord avec la conclusion de Berlinguer, nous étions radicalement opposés à toute «excommunication» de ce type. Heureusement, au cours des jours qui suivirent, le ton

de la *Pravda* s'est quelque peu adouci, et je reste convaincu que des réactions comme la nôtre ne furent pas étrangères à ce recul des nostalgiques de l'«inconditionnalité» d'avant 1956. Mais, pour en revenir aux événements de 1968-69 en Tchécoslovaquie, je dirais que, en ce qui nous concerne, nous en étions implicitement arrivés à une conviction proche de celle explicitée par Berlinguer treize ans plus tard.

DR: Comment expliquer l'adhésion tardive du PCB à l'eurocommunisme, qui paraissait pourtant conforter la recherche, amorcée dès son XI^{ème} Congrès de 1954 à Vilvorde, d'une voie transformatrice possible dans un monde bipolaire où l'équilibre des forces pouvait faciliter certaines évolutions ? Croyez-vous que, sur la planète globalisée et militarisée d'aujourd'hui, une telle perspective conserve une quelconque viabilité ?

LVG: La vision exposée ci-dessus des événements de Tchécoslovaquie et de leur contexte est essentiellement celle de la direction du PCB, approuvée par la plupart de ses fédérations et par la majorité de ses militants d'alors. Cependant, comme l'explique le jeune historien Nicolas Naif dans un ouvrage bien fait, édité par le Carcob¹, deux courants minoritaires et contradictoires se sont distancés de cette vision. Les adhérents du premier estimaient que, au nom d'une solidarité quasi inconditionnelle avec le «camp socialiste», nous n'aurions pas dû désapprouver l'intervention des cinq pays du Pacte de Varsovie. Ceux du second réclamaient la suspension, voire la rupture de tout lien avec le régime de Husak et avec ses «protecteurs».

Ces divergences ont affaibli la cohésion, voire menacé l'unité du parti – et se sont par la suite «cristallisées» lors du débat, dans les années '70, sur l'eurocommunisme. Elles ont singulièrement compliqué la tâche du groupe dirigeant qui, tout en se démarquant clairement des thèses des pro-soviétiques à outrance, a également tenu à prendre ses distances vis-à-vis des positions «ultra-euros» favorables à la rupture «avec l'Est», positions apparentées alors à celle de Santiago Carrillo, dirigeant du PC espagnol. Cela nous a amenés à n'assumer que plus tardivement ce label «eurocommuniste» qui convenait

Suite et fin page 16 ►

B R E V E S

HF6: le bonheur aura été de courte durée

Ainsi que nous le soulignons dans un précédent numéro, un long combat syndical «à contre-courant» avait assuré la mise sous cocon du haut-fourneau HF6 de Seraing, une préservation de l'outil ayant permis sa réouverture en grande pompe il y a quelques mois, alors que la consommation d'acier battait son plein.

Depuis, la «crise financière», doux euphémisme pour qualifier le dernier soubresaut du capitalisme, est passée par là. Résultat, le groupe *Arcelor-Mittal* a décidé de réduire drastiquement ses capacités de production, notamment afin de diminuer sciemment son offre et de maintenir un prix élevé pour la tonne d'acier. Le HF6 et les nombreux travailleurs qui dépendent de sa production font partie des victimes de cette pratique spéculative.

Ce dernier avatar rappelle que l'économie de marché est celle de l'impuissance des travailleurs, une économie qui confère le pouvoir total à celui qui possède.

A contrario, un acteur public fort pourrait permettre une gestion économique démocratique plus proche des réalités locales et moins soumise aux soubresauts du capitalisme mondialisé. En revendant la sidérurgie wallonne, la Région a renoncé depuis belle lurette à être un tel acteur.

La social-démocratie, ATTAC, les anticapitalistes et la crise (dite) financière

Alors qu'une crise du capitalisme sans précédent bat son plein, crise impulsée notamment par les pratiques financières caractéristiques du capitalisme mondialisé, les médias s'acharnent pour l'essentiel à la réduire à un déficit de régulation du marché. De remise en cause du système capitaliste, il n'est quasi jamais question.

De manière symptomatique, le citoyen est réduit au rang de consommateur, en témoigne l'omni-

Suite et fin page 16

pourtant bien au positionnement du PCB «d'après Vilvorde».

À coup sûr, notre recherche entamée ainsi dès avant le XX^{ème} Congrès du PCUS, d'une voie transformatrice telle que vous l'évoquez, et encore «imaginable» même au-delà de 1968, apparaît aujourd'hui comme celle d'«une utopie en déclin». Il faudra désormais, aux générations «dans la force de l'âge» des principaux courants de la gauche critique et à leurs successeurs, trouver des réponses «de leur temps» aux

problèmes d'une société et d'un monde fourvoyés dans une crise sans précédent du capitalisme financier transnational, dans des inégalités toujours plus criantes, dans la destruction de la nature et du climat, et dans des conflits de plus en plus destructeurs. Mais ce sujet, à la fois complexe et crucial, mériterait d'être traité plus en profondeur... à une autre occasion ?

Propos recueillis par
PABLO RODRIGUEZ

¹ Centre des Archives du Mouvement communiste en Belgique. Tél.: 02 513 15 83. Et DACOB pour la branche flamande. Tél.: 02 513 61 28.

Post SOS Poste

Des milliards d'euros ont été dépensés par l'État pour sauver les banques. Que reste-t-il pour la Poste et les postiers ?

- **Stop aux fermetures de bureaux de poste !**
 - **Maintien d'un véritable statut pour les postiers. Non aux distributeurs !**
 - **Pas de libéralisation du marché postal.**
- Stop à la privatisation et retour à une poste 100% publique !**

Manifestons !

ce samedi 13 décembre à 15 h.
devant le bureau de direction de la poste,
place de la Monnaie à Bruxelles (métro Brouckère)

Contact : Bernadette Van Zuylen, 56 rue de la Prévoyance - 1000 Bruxelles • Tél.: 02 511 54 68
cgamarolles@skynet.be

www.post-SOS-poste.be

présence du *CRIOC* et de *Test-Achat* dans les médias.

Outre les partis politiques anti-capitalistes, au premier rang desquels les partis communistes, qui dénoncent la logique actuelle, les médias prennent également grand soin de ne pas inviter à s'exprimer un mouvement d'éducation populaire pourtant au cœur de la crise actuelle puisque depuis des années, il crie sur tout les toits et (quasi) dans toutes les langues que la logique financière actuelle nous conduit droit dans le mur. Il s'agit d'ATTAC.

Pour l'essentiel, sur les plateaux de télévisions, on retrouve juste les sociaux-démocrates du Parti socialiste censés représenter l'opposition à la logique actuelle. Seulement, ceux qui il y a quelques mois à peine nous vantaient la «concurrence libre et non faussée» du TCE sont muets, tétanisés par l'effondrement de ce qui était, petit à petit, devenu leur propre doctrine.

Ainsi que le notait Claude Demelenne dans un article récent du *Journal du Mardi*, ce silence est extrêmement révélateur.

Les Ameye: une famille communiste sous l'occupation

Né en 1878, Hector Ameye est ouvrier-mineur. Membre du Parti communiste et des Partisans armés, il organise, dès 1940, le premier groupe de sabotage dans la région du Centre. Actif et courageux, il réalise toutes les missions qui lui sont confiées avec un maximum de succès. Il participe, avec des hommes qu'il a recrutés, à la destruction des pylônes de Trivières, au sabotage du garage Lecomte à Haine-St-Paul, du charbonnage de Maurage,... Hector diffuse la presse clandestine, récolte des fonds pour les familles de résistants assassinés, transporte des armes et de la dynamite sans se soucier des dangers auxquels il s'expose.

Son fils, Julien, commence sa carrière professionnelle comme chef-électricien aux usines Boël. Ingénieur électrique, il part travailler en région flamande, à Schelle. Militant du PC, il devient bien vite Commandant des Deux Flandres au sein des Partisans Armés.

Sa sœur, Louise, est mariée à l'ouvrier-mineur Lucien Andries, ex-métallo des usines Boël. Ce couple de militants communistes entre aussi en résistance. Malgré la surveillance constante de la Gestapo, ils assurent des missions de courrier, transportent de Bruxelles à Charleroi des timbres, des armes, des munitions. Ils hébergent des résistants, des réfractaires au travail forcé.

Répression

1942, Lucien Andries est arrêté. Déporté dans les bagnes nazis, notamment à Breendonk. Il décède en avril 1945 au camp de Sandböstel, à l'âge de 30 ans...

Janvier 1943, descente de la Gestapo au domicile d'Hector Ameye. On vient l'arrêter! Le partisan se défend crânement! Empoigne son arme et passe par les toits. C'est la bagarre! Deux Allemands sont abattus. Malheureusement, les balles nazies ont raison de

lui. Il tombe la mitraillette à la main. La Gestapo emporte le corps... qui ne sera jamais retrouvé.

Depuis fin 1943, Julien Ameye est entre les mains des hitlériens. Il est retrouvé poignardé dans le dos au charnier du *Tir national* de Bruxelles. Ce grand résistant repose au cimetière du *Tir*, érigé en mémoire de ceux qui tombèrent pour la patrie.

Hommage

Depuis 1946, la rue où habitait Hector Ameye à Houdeng-Goegnies, près de La Louvière, porte son nom. Le Comité de quartier a fait apposer une plaque commémorative, saluant son courage et son sacrifice, à l'emplacement de sa maison.

Louise, sa fille, habite toujours à Houdeng-Goegnies.

SANDRO BAGUET

En souvenir des jeunes filles du camp d'Uckermark

Une jeune lectrice du *DR* nous fait parvenir une demande de soutien pour la construction d'un mémorial à l'endroit de l'ancien camp de concentration d'Uckermark qui fut destiné spécifiquement, pendant la Deuxième guerre mondiale, à l'enfermement de jeunes filles et jeunes femmes considérées comme socialement et/ou politiquement dangereuses pour le régime. Situé dans l'est de l'Allemagne, ce camp (*Jugend-schutzlager*, «camp de protection de jeunes», dans le langage des bourreaux) fut bâti par des prisonnières du camp voisin de Ravensbrück en 1942, en application de la loi dite de *vorbeugende Verbrechensbekämpfung*, supposée prévenir et réprimer le crime. On estime qu'environ 1.200 jeunes femmes furent enfermées dans ce sinistre endroit.

Ces détenues ont fait partie pendant trop longtemps des «persécutées oubliées». Il a fallu attendre 1997 pour que des volontaires, en particulier des jeunes filles d'aujourd'hui, s'impliquent pour le faire connaître, investir dans son histoire et transformer le lieu en mémorial.

L'hommage consisterait en l'érection d'une colonne de pierre portant un texte de souvenir sur une plaque métallique, et ce, dans les meilleurs délais de manière à que les survivantes,

peu nombreuses, puissent prendre conscience que l'on ne les oublie pas. Ceux qui souhaitent soutenir ce projet peuvent s'adresser à l'asbl «Art Terre» (8, Parvis de Saint-Gilles, 1060 Bruxelles) et faire un versement sur le compte

n° 523-0409675-22

(communication: «Uckermark»).

Les germanophones sont également invités à visiter le site www.maedchen-kz-uckermark.de



Quand la droite reconnaît ses racines

Quand on est de gauche, on ne saurait être trop attentif aux idées et aux analyses qui émanent d'intellectuels de droite dont on peut penser qu'ils sont vraiment représentatifs de l'idéologie dominante. Pour nombre d'entre eux, le quarantième anniversaire de Mai 68 aura été une belle occasion de s'exprimer, voire de remettre le couvert, comme l'a fait le philosophe et ancien ministre français Luc Ferry, dont l'ouvrage : *«La pensée 68»*, écrit en collaboration avec Alain Renaut, vient d'être réédité¹.

Idée maîtresse : même si, pour des raisons politiques, il reste opportun d'entretenir dans l'opinion conservatrice un sentiment d'aversion à l'égard de Mai 68, il faut considérer que l'événement a joué un rôle salutaire. Certes, l'importance de ce rôle ne doit pas être exagéré, mais, en balayant des valeurs traditionnelles qui ankylosaient la société, il s'est avéré utile *«pour que le capitalisme moderne – autrement dit : la mondialisation libérale – puisse s'épanouir pleinement»*². La phraséologie contestataire ne fut donc que l'écume d'un mouvement qui contribua au triomphe du libéralisme, comme le confirme, selon Ferry et Amaut, l'évolution ultérieure d'éminents soixante-huitards, tel Cohn-Bendit (en ce qui concerne la Belgique, le nom de feu Jean Gol vient tout de suite à l'esprit).

L'intérêt de cette analyse est indéniable, même si des objections se justifient. La première vise une tendance (très répandue) qui consiste à identifier Mai 68 à ses tumultes les plus spectaculaires et donc les plus médiatisés, dont Paris fut le théâtre. On comprend que les auteurs aient voulu aborder la question sous un angle essentiellement français, mais dès lors qu'il s'agit d'en tirer des conclusions générales, il devient aléatoire d'y prétendre si l'on méconnaît tout un ensemble de faits politiques qui ont marqué, à l'échelle internationale, la fin des années '60 et presque toute la décennie suivante, car Mai 68 fait partie de cet ensemble. En effet, malgré ses cotés naïfs, la contestation soixante-huitarde s'exprima aussi très utilement contre la course aux armements et la discrimination raciale, entre autres.

En France même, sur le plan social, l'intervention des organisations ouvrières débouche sur des résultats non négligeables (*accords de Grenelle*), tandis que, sur le plan politique, le retour en force de la droite n'empêchera ni le retrait du général-président ni un bon résultat du PCF aux élections présidentielles de 1969. La voie est ainsi ouverte à l'union de la gauche, alors qu'en Italie, le PCI avance l'idée du compromis historique et qu'en Belgique, où s'esquisse la perspective d'un rassemblement des progressistes (francophones), le changement le plus significatif qui se rattache à Mai 68 est le glissement à gauche du mouvement ouvrier chrétien (changement d'ailleurs durable). Internationalement, d'autres dates se sont gravées dans les mémoires. 1970 : victoire électorale de la gauche chilienne; 1974 : révolution des œillets au Portugal et chute de la dictature militaire en Grèce; 1975 : fin du régime franquiste. Mais ensuite ?



Si l'on admet que, considéré isolément, l'apport de Mai 68 fut surtout culturel (au sens large du terme) et que, pour le reste, il a tourné court faute de cohérence politique, il convient de remarquer que presque tous les changements et projets de changement évoqués ci-dessus ont, eux aussi, tourné court, alors qu'ils ne manquaient nullement de cohérence politique. Et pour certains d'entre eux, il faut reconnaître que la thèse de Luc Ferry semble serrer les réalités de près, car, tant en Espagne qu'en Grèce et au Portugal (mais pas au Chili !), les régimes dictatoriaux ont disparu, non seulement parce qu'une forte opposition démocratique a gagné la bataille, mais aussi parce que le capitalisme n'avait plus besoin d'eux pour «s'épanouir».

Du point de vue de la gauche et, en particulier, de la gauche marxiste, la question est bien là. Les mouvements

progressistes qui se réclamaient d'elle ont vu leur élan se briser. Face à la montée de l'ultralibéralisme, succès limités et projets inaboutis (apparentés ou non à l'eurocommunisme) se sont mués en défaite stratégique. On constate en outre que Mai 68 a eu des prolongements aussi inattendus que révélateurs : d'une part, la multiplication d'actions militaristes se réclamant de l'extrême gauche, – extrême impasse; d'autre part, le développement de l'écologie politique. Dans ce dernier cas, il s'agit assurément d'un fait positif, mais on peut estimer que s'il apparut en dehors de la sphère de la pensée marxiste, ce fut principalement en raison de l'appauvrissement de celle-ci (évidemment variable d'un pays à l'autre). Comment pourrait-on s'en étonner? Nous sommes en 1968 et c'est en août de la même année que l'étouffement du *Printemps de Prague* témoigne de la déstabilisation du «socialisme réalisé», déstabilisation qui devient peu à peu irréversible.

Si, dans l'interview déjà citée, Luc Ferry se réjouit tout naturellement du triomphe de l'individualisme libéral, il n'en concède pas moins que ce triomphe pose la question de savoir... où il conduit. Mais c'est «une autre affaire», ajoute-t-il. Vraiment ?

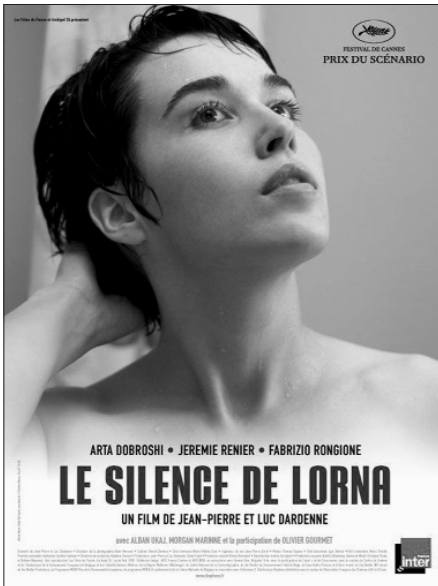
Surtout depuis les séismes financiers ultérieurs à la parution de cet ouvrage, il saute aux yeux que le bilan de trente années d'ultralibéralisme est tout à fait catastrophique. Mais il était déjà si peu prometteur quelques mois plus tôt que l'historien britannique Tony Judt pouvait écrire dans une publication américaine : «ces dernières années, des critiques très respectables ont commencé à dépoussiérer le discours radical (de Marx) et à l'appliquer avec un succès troublant aux relations sociales du XXI^{ème} siècle»³. Opinion très remarquée et empreinte d'une inquiétude que «l'autre affaire» n'allait plus tarder à justifier concrètement.

CLAUDE RENARD

¹ La pensée 68, Folio Essais, n° 101, 347 pages.

² Luc Ferry, interview au Soir, 11/05/08.

³ The New York review of books, article cité dans Courrier international, n° 924, 23/07/08.



Depuis une dizaine d'années, un film des frères Dardenne est toujours un événement. Après deux «Palme d'or» successives, événement unique à ma connaissance, le Jury présidé par l'acteur et réalisateur américain Sean Penn leur avait décerné un prix du scénario pour un film qui n'avait pas encore été tourné. Comment allaient-ils endosser ce véritable chèque en blanc ?

Situant leur histoire dans le petit monde de ceux qu'on qualifie de «marginiaux», «quart-monde» ou «lumpen-prolétariat», ces personnages solitaires évoluant dans la jungle de la société marchande, les Dardenne traitent inlassablement du même problème moral : «Comment survivre et ensuite faire son trou dans la société sans devenir un salaud par la force des choses». *Rosetta* n'hésitait pas à trahir un ami. On retrouvait à peu près la même situation dans les films suivants qui voyaient progressivement se préciser une lueur d'espoir. Une crise de conscience ouvrait timidement une fenêtre sur un autre monde. De film en film, c'est le problème moral de la rédemption qui s'imposait.

Leurs héros (c'est le seul mot qui convient pour les décrire) affrontent d'abord la solitude. Le monde dans lequel ils se débattent pratique peu la solidarité de classe. Ils ne revendiquent d'ailleurs aucun changement social. Les frères Dardenne ont toujours répété qu'ils ne faisaient pas de films politiquement «engagés». Nous sommes dans la vision chrétienne d'un pécheur face à la grâce, certainement pas dans la lutte des classes. On peut supposer que l'accès à un niveau de conscience

Le silence de Lorna

politique pourrait résulter d'une autre crise mais, comme le dirait Kipling, «ceci est une autre histoire».

En bâtissant des scénarii, où ce moment de grâce est au centre du récit, il n'est pas question de s'attacher à un personnage qu'on retrouverait dans un autre film quelques années plus tard. À chaque film, les nouveaux personnages sont plus nombreux, les intrigues plus complexes. Les rapports de parenté qui avaient déjà été introduits dans *Le fils* s'ajoutent aux autres causes de conflits entre adultes.

Dans leur film précédent, *L'enfant*, le petit Jimmy était vendu par son père à une filière maffieuse d'adoption. Dans *Le silence de Lorna*, c'est un début de grossesse qui perturbe les affaires troubles de Lorna, jeune Kosovare qui rêve d'un snack à elle et à son ami, et que son protecteur marie à Claudy, un jeune drogué, en vue d'acquiescer la nationalité belge. Elle est supposée en faire ensuite bénéficier un immigré russe après que son premier mari aura été «éliminé» grâce à une overdose «providentielle» au moment où il avait enfin réussi à se désintoxiquer.



Et c'est là que tout bascule. Lorna renonce à ses silences complices et annonce qu'elle est enceinte de Claudy. En assumant cette grossesse qui perturbe les plans des magouilleurs qui gravitent autour d'elle, Lorna décide d'échapper à son statut de marchandise en se mettant elle-même en danger. On voit le chemin parcouru depuis *Rosetta*. Cela dit, la dernière image du film qui

la montre cachée dans une cabane au fond des bois réserve quelques doutes sur les chances réelles de vivre cette rédemption.

Nous sommes, une fois de plus, devant un cinéma d'une rare perfection, une sorte de cinéma artisanal. Dans *Rosetta*, on avait utilisé une caméra légère, facile à porter, qui permettait de coller au plus près aux acteurs (certains spectateurs avaient d'ailleurs très mal supporté cette caméra bondissante). L'avantage de cette manière de filmer (on n'ose pas parler de procédé), c'est évidemment qu'on suit le jeu de l'acteur dans ses moindres frémissements. Et à ces acteurs soigneusement choisis, les frères Dardenne laissent une large marge d'initiative personnelle pour «habiter» leurs personnages. La narration est construite sur les prestations des comédiens : les événements sont plus évoqués que montrés.

Une fois de plus, ils ont surpris en changeant leur manière de filmer si caractéristique. On retrouve toujours dans le même cadre liégeois, le même monde de petits trafics. Mais leur manière de filmer et leur matériel technique ont changé. Leur nouvelle caméra, plus lourde, prend du recul par rapport aux visages, filmant désormais les attitudes, les gestes et les rapports entre les personnages, plutôt que d'isoler leurs réactions individuelles. Le petit miracle, c'est qu'au lieu de multiplier plans et mouvements de caméra, ils semblent en avoir plutôt retrancher. On retrouve l'ascétisme du cinéma néo-réaliste italien des années '50 dont se rappelleront les plus vieux d'entre nous. Je pense en particulier au célèbre *Voleur de bicyclette* de Vittorio de Sica (tiens, un autre acteur-réalisateur). C'est probablement ce qui a séduit trois de ces jurys du festival de Cannes dans lesquels on rencontre souvent ceux qui sautent régulièrement la barrière de l'écran, comme Emir Kusturica ou Sean Penn.

Que dire de plus pour terminer, sinon qu'en attendant le prochain Dardenne, celui-ci passe actuellement sur nos écrans...

ROBERT WAELES

Un congrès de positionnement et de reconquête

Étape importante de la vie du Parti Communiste Wallonie-Bruxelles et témoignage de son renouveau actuel, notre VIII^{ème} congrès s'est tenu ce 18 octobre à Bruxelles en présence d'une petite centaine de délégués et de militants.

Plusieurs mois assidus de travail nous ont en effet permis de dégager les cinq axes autour desquels s'articulait notre congrès, cinq axes qui précisent notre positionnement idéologique et politique ainsi que la nature de l'action que nous souhaitons mener dans les mois et années à venir :

- Notre Communisme pour le XXI^{ème} siècle
- La question de la démocratie
- Perspectives: «socialisme ou barbarie»
- Le fonctionnement du parti: bilan et propositions
- La conjoncture actuelle et les objectifs de notre parti.

Ces documents ont été ébauchés par le Bureau politique sortant sur base du travail fait par les Fédérations. Ils ont ensuite été débattus et amendés dans les diverses fédérations et sections avec tous les militants. Le congrès de ce 18 octobre a voté ces textes, lesquels sont d'ores et déjà disponibles en ligne sur notre site www.particommuniste.be.

Des actes reprenant les textes du congrès, les motions ainsi que le programme politique du Parti seront imprimés prochainement. Vous pouvez les commander en versant la somme de **5 € (10 € en soutien)** au compte n° **310-1877676-36**, sans oublier de mentionner la communication «Actes + votre adresse».

Le congrès a par ailleurs élu un nouveau Comité central largement renouvelé et rajeuni. Réuni le 8 novembre dernier,

celui-ci a élu un nouveau Bureau politique composé de 7 personnes (Nicole Cahen, Vladimir Caller, Marc Denonville, Pierre Eyben, Jean-François Gonsette, Maurice Magis et Jean-Pierre Michiels) et désigné deux porte-parole (Pierre Eyben pour les questions nationales et Maurice Magis pour les questions internationales).

Un des axes centraux du congrès aura été une réflexion sur la réorganisation de notre travail afin d'améliorer le fonctionnement du collectif humain que constitue notre parti. L'objectif est de permettre l'implication militante de chaque membre selon ses capacités et aspirations, ainsi qu'une meilleure interaction avec les forces de la «gauche de gauche» proches de notre parti. Le Comité Central a entamé la constitution de commissions de travail qui seront ouvertes à des non-membres. Par ailleurs, un travail sur les statuts est également lancé qui devrait déboucher d'ici un an sur un congrès statutaire.

D'ici la fin de l'année, le nouveau Comité central aura également pour tâche de traduire les orientations issues du congrès, notamment en vue des échéances électorales de 2009. Plus que jamais, et l'actualité française ne fait que renforcer cette optique, le Parti communiste entend participer activement à la création de «la force qui manque à la gauche».

Sommaire

L'invité du mois

Claude Semal: «La bête politique en moi n'est pas morte»
Propos recueillis par
Pierre EYBEN, pp. 2 et 3

Environnement

Agrocarburants: Qui conseille la Commission européenne? p. 4

Communiqué du Parti

Assassinat de Julien Lahaut: Qui a peur de la vérité?

Enseignement

Les pouvoirs organisateurs publics veulent-ils tuer leurs écoles?
Louise GOTOVITCH, p. 5

Vie du Parti

Malika El Bourezgui: «Je rêve de plus d'implication des citoyens dans la gestion de la chose publique»
Propos recueillis par
Pierre EYBEN, pp. 6 et 7
Elle bouge, La Louvière rouge!
Sandro BAGUET, p. 8

Chroniques du monde tel qu'il va

Pablo RODRIGUEZ, p. 9

International

Colombie: Terrorisme d'État, terrorisme d'Empire
Armando GARCÍA, pp. 10 et 11
Obama: Vive le New Deal?
Luc DELVAL, pp. 12 et 13

Histoire

Retour sur le Printemps de Prague
Interview de Louis Van Geyt recueillie par
Pablo RODRIGUEZ, pp. 14, 15 et 16

Racines

Les Ameye: une famille communiste sous l'occupation
Sandro BAGUET, p. 17

Mémoire

En souvenir des jeunes filles du camp d'Uckermark, p. 17

Lecture

Quand la droite reconnaît ses racines
Claude RENARD, p. 18

Cinéma

Le silence de Lorna
Robert WAELES, p. 19

Où trouver le DR ?

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles: • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles
• Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Gand:** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand.

La Louvière: Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Ruppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci!